La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique

ÉDITION DU
DIMANCHE

Montréal,
dimanche 25 octobre 1998
115e année No 6
60 pages, 4 cahiers
60 ¢ TAXES EN SUS
RÉGION EST DE QUÉBEC 65 ¢ / ÎLES-DE-LA-MADELEINE 1 $

AILES
LES AILES DE LA MODE
Je me fais plaisir
2683235-D

Personnalité de la semaine
Jacqueline Sicotte-Béïque
page A16

Spectacles
Plume pur et simple
page B9

Disques
L'heure McGarrigle
page B1

Hockey
3
0
page S3

«Charest n'obtiendra rien de plus d'Ottawa»

Bouchard fait ses choux gras des propos de Chrétien

MARTIN PELCHAT

Devant un Jean Chrétien convaincu d'avoir déjà satisfait les demandes traditionnelles du Québec, Jean Charest se fera claquer « la porte au nez » et n'obtiendra « pas un iota de pouvoir de plus du fédéral », affirme Lucien Bouchard.

« Chrétien-Charest, c'est le tandem du sur place », a ironisé hier le premier ministre en clôturant à Montréal le dernier conseil national de son parti avant le rendez-vous électoral de l'automne. Un conseil consacré à l'adoption des « grandes orientations » du programme électoral péquiste.

Dans un long discours applaudi par plus de 1400 militants, un Lucien Bouchard très en verve n'a pas manqué de relever les déclarations de Jean Chrétien publiées le matin même dans *La Presse*.

« La liste des demandes traditionnelles du Québec a été remplie », a soutenu en entrevue M. Chrétien, qui refuse même de s'engager à enchâsser dans la constitution le caractère unique du Québec en cas de victoire de Jean Charest. Il y a un an, il affirmait pourtant attendre l'élection d'un gouvernement fédéraliste à Québec pour agir.

« Il a dû penser à nous quand il a dit ça », s'est gaussé Lucien Bouchard.

Voir **«CHAREST»** *en A2*

■ **Autres textes en page A11**

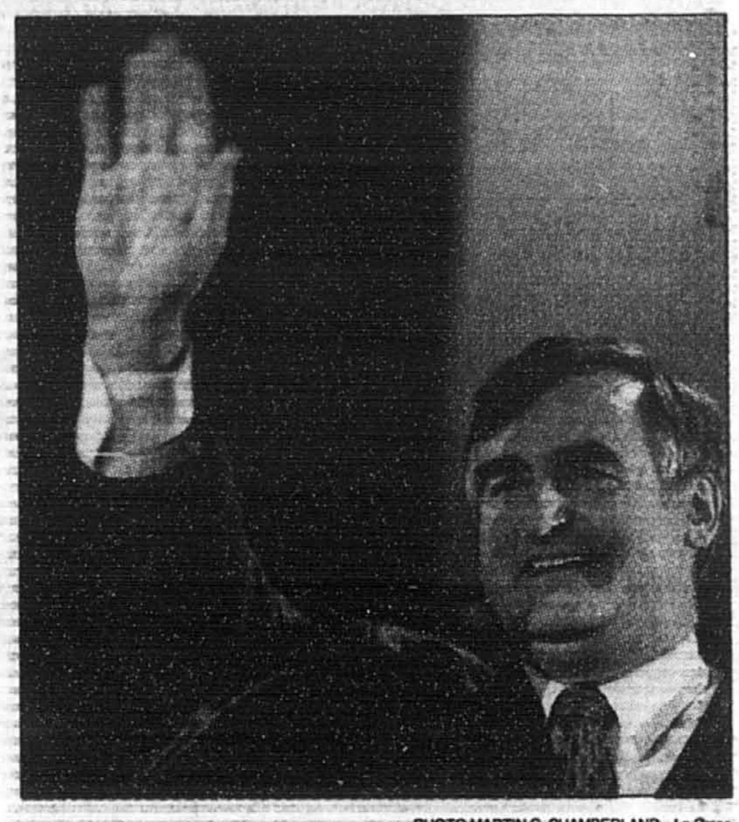


PHOTO MARTIN C. CHAMBERLAND, *La Presse*

Lucien Bouchard

Doré reste en selle

MARIE-CLAUDE GIRARD

L'atmosphère était presque euphorique hier matin, au quartier général d'Équipe Montréal, quand Jean Doré a annoncé officiellement, à l'issue d'une rencontre avec ses 51 candidats, qu'il n'abandonnera pas la course à la mairie.

Jean Doré

Entouré de son équipe, M. Doré a expliqué que sa tentative d'alliance avec les autres partis s'est soldée par un échec. Depuis le « cri du coeur » qu'il a envoyé jeudi aux Montréalais, M. Doré dit avoir acquis la conviction que le retrait de sa candidature n'empêcherait pas la réélection du maire Bourque. Son retrait « aurait un bouleversement tel au sein de (son) équipe que ça risquerait au contraire de renforcer Pierre Bourque et son équipe de candidats », dit-il.

Du même souffle, il ajoute qu'il est toujours possible au cours de la prochaine semaine de convaincre les Montréalais qu'il représente la véritable alternative à M. Bourque. « Ce n'est pas joué. »

« Malheureusement, il n'y a que 50 % des gens qui s'expriment dans les sondages qui votent. Rappelez-vous les sondages de 1994 qui me donnaient gagnant avec 15 points d'avance et les résultats qu'on a obtenus. »

Pourtant, hormis l'échec de sa proposition de coalition, la situation a peu changé depuis le sondage de mercredi dernier. Au contraire, la « catastrophe » appréhendée par M. Doré, soit l'élection de Pierre Bourque par la division des votes, se confirme de plus en plus dans le récent sondage

Voir **DORÉ** *en A2*

■ **Autres textes en page A7**

Une simple question d'équité...

PHOTO PC

Environ 15 000 enseignants venant des quatre coins de la province se sont rassemblés hier devant le parlement de Québec afin de rappeler au gouvernement Bouchard sa promesse d'en arriver rapidement à une entente en matière d'équité salariale. La pierre d'achoppement entre le gouvernement et la CEQ concerne le nombre d'heures de travail des enseignants. Québec conteste certains résultats d'une étude sur le temps de travail réel des enseignants. Sur notre photo, on aperçoit la présidente de la CEQ, Lorraine Pagé, haranguant les manifestants. **À lire en page A11**

Direction du PC: un deuxième tour sera nécessaire

GILLES TOUPIN
du bureau de La Presse, OTTAWA

Joe Clark est passé si près hier soir de remporter le premier tour du scrutin à la direction du Parti progressiste-conservateur que son avance sur ses quatres adversaires sera quasi insurmontable lors du deuxième et dernier tour le 14 novembre prochain.

« Je me sens comme si j'étais au deuxième essai et à un pouce de la ligne des buts », a lancé l'ancien premier ministre à ses troupes après une soirée au cours de laquelle il a mené dès la divulgation des premiers résultats.

M. Clark a remporté 48,51 % des voix exprimées alors qu'il lui fallait 50 % plus un pour gagner. Hugh Segal, sans doute le plus déçu des candidats, a terminé loin derrière avec 18,98 % alors que le fermier de la

Voir **DIRECTION** *en A2*

Une campagne en yiddish: oy!

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale, NEW YORK

Quand on se fait traiter de « shmuck » ou de « shnook », on n'a pas besoin de consulter un spécialiste du yiddish pour se savoir accusé d'être un bel épais, un pauvre type. Ces mots du patrimoine juif font depuis longtemps partie de notre vocabulaire, comme « bagel » et « kosher », qu'on a même francisé : cachère.

Dans une ville comme New York, où vivent 1,6 million de Juifs, la présence du yiddish est évidemment encore plus prononcée. Prenez ce mot : « oy ! ». Dans leurs titres, les tabloïds locaux s'en servent à tout bout de champ, prisant sa brièveté et son élasticité. « Oy ! n'est pas un mot, c'est un vocabulaire », écrit Leo Rosten dans *The Joys of Yiddish*, un livre délicieux sur l'influence de la langue des vieux Juifs d'Europe centrale sur l'américain. Rosten ajoute : « Oy ! est un juron, une éjaculation, un chant funèbre, un monologue. »

« Oy ! » peut donc être utilisé pour parler de la tempête politique qui fait rage ces jours-ci à New York autour de l'usage d'un autre mot yiddish, « putz », qui rime avec le mot anglais « nuts ». « Putz », a en effet déclaré le puissant sénateur républicain Alfonse D'Amato, catholique de Long Island, à propos de son dangereux challenger démocrate, Chuck Schumer, juif de Brooklyn.

La Presse à **NEW YORK**

Et c'est ainsi que la lutte entre D'Amato et Schumer, la plus serrée et la plus vicieuse de la saison électorale américaine, est devenue grand-guignolesque.

Le mot « putz » est couramment employé à New York pour dire de quelqu'un qu'il est un imbécile, un pas de tête. Mais « putz » ne doit pas être utilisé à la légère ou en présence de femmes ou d'enfants, précise Rosen dans *The Joys of Yiddish*. Car le mot signifie aussi pénis, comme « shmuck » d'ailleurs.

Mercredi matin, le sénateur D'Amato, un politicard redoutable de 61 ans, a ainsi insulté Schumer devant une quarantaine de partisans juifs conviés à un petit déjeuner. La réunion était privée, mais le mot du républicain a vite fait le tour de New York. Schumer s'en est offusqué, accusant quasiment D'Amato d'antisémitisme.

« Je vous défie d'utiliser ce mot à l'occasion du débat de samedi (hier) », a déclaré Schumer à D'Amato (qui n'a pas osé).

D'Amato a peut-être commis une gaffe dont il aura à se repentir, mais il continue de jouir d'appuis importants chez les Juifs de New York. Ainsi, dans la controverse linguistique de cette semaine, il a été défendu par l'ex-maire de la ville, Ed Koch, qui en mène toujours large,

Voir **UNE CAMPAGNE** *en A2*

433
JOURS AVANT L'AN 2000

INDEX

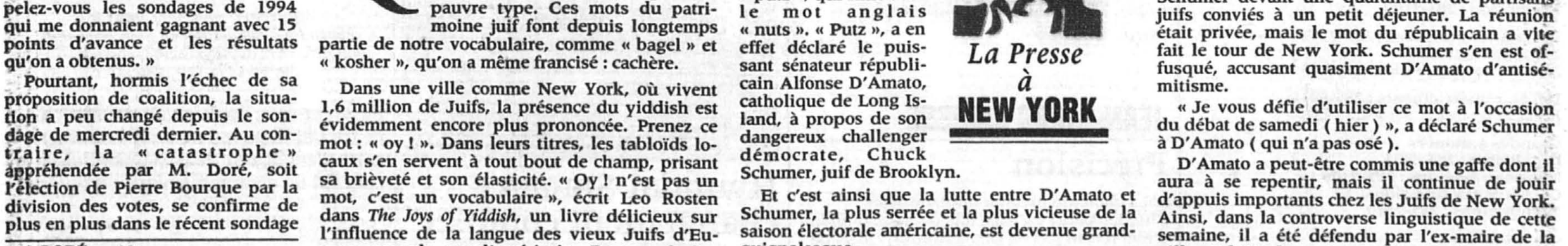
Petites annonces		- affaires	C9	Décès	C10	Laporte Stéphane	A5
- index	C5	Arts et spectacles	B1 à B12	Êtes-vous observateur	C5	La presse d'ailleurs	A13
- immobilier	C5, C6	- horaire spectacles	B7	Génies en herbe	C11	Le bridge	C9
- marchandises	C6, C7	- horaire télévision	B2	Feuilleton	C8	Le monde	A12
- emplois	C7	Bandes dessinées	C7	Horoscope	C6	Loteries	A2, A9
- automobile	C7 à C9	La Jeune Presse	A14	Politique	A11	- Réjean Tremblay	S5

Mots croisés	C6,C11
Robitaille, Louis-B.	A8
Sciences	C11, C12
Têtes d'affiche	A15
Tabloïd Sports	

SANTÉ
Dire adieu à la cigarette, c'est comme une peine d'amour
- cahier C

MÉTÉO
Soleil suivi de passages nuageux
Max. 12, min. 0
Cahier Sports, page 20

6 21924 98765 1



Suites de la une

«Charest n'obtiendra rien de plus d'Ottawa»

«CHAREST» / *Suite de la page A1*

« Hier, le Parti libéral du Québec n'avait pas de programme constitutionnel ; ce matin, il en a un, signé de la main de Jean Chrétien : c'est le gel constitutionnel. »

« Il y a comme un avertissement à Jean Charest : cause toujours mon lapin, ne viens pas me « badrer » avec des modifications à la constitution », a renchéri M. Bouchard lors d'un point de presse.

Il y a dix jours, M. Charest affirmait qu'en élisant les libéraux, les Québécois pousseront le fédéral à se montrer plus conciliant. « Quelle marge de manoeuvre reste-t-il à Jean Charest ? demande Lucien Bouchard. Il n'en a aucune. C'est une porte qui a été refermée brutalement sur lui. » L'intervention de M. Chrétien pourrait même devenir une « condition gagnante » du prochain référendum, a dit en souriant M. Bouchard.

Les propos du premier ministre canadien ont embarrassé les porte-parole que Jean Charest avait délégués à Montréal pour commenter le conseil national du PQ. « La volonté manifeste de tous les Québécois, de tous les Canadiens, c'est de moderniser le pays ; ce n'est pas Lucien Bouchard avec son recul ni Jean Chrétien avec son frein qui vont nous empêcher de mettre le pied sur le gaz », a lancé le responsable des questions constitutionnelles du PLQ, Jean-Marc Fournier.

Le « permafrost néo-libéral »

Devant ses militants, Lucien Bouchard a repris là où il avait laissé jeudi, à Québec, en associant sans relâche Jean Charest à Mike Harris, premier ministre de l'Ontario, et le programme économique des libéraux à un plan néo-libéral « Harris-Charest ».

M. Bouchard a ajouté cette fois à son arsenal d'expressions-clefs le « permafrost néo-libéral », pour décrire le gel qui guette les dépenses de programme autres qu'en santé et en éducation annoncé dans le programme libéral. « Un régime libéral, ce serait un grand verglas qui durerait quatre ans », a-t-il déclaré devant des partisans amusés.

« C'est l'idéologie des années 80, l'idéologie de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher ; vous savez, Mme Thatcher, celle qui réclame la libération immédiate de son ami, le général Pinochet », a même lancé le premier ministre.

Ce dernier a aussi reproché à Jean Charest de « gonfler les chiffres » en promettant des baisses d'impôts de 4,4 milliards. « Si la tendance se maintient, d'ici le jour de l'élection, il va promettre plus de 10 milliards. Ce n'est plus un plan de croissance, c'est la multiplication des pains. Remarquez c'est normal, puisqu'au Canada, ils l'appellent leur sauveur. »

Même si la plate-forme électorale adoptée à l'issue du conseil national spécial d'hier ne contient pas d'engagement à tenir un référendum lors du prochain mandat, à moins qu'il soit « gagnant », Lucien Bouchard a soulevé ses militants en affirmant que « jamais le Québec économique, culturel et social n'a été aussi prêt pour la souveraineté ».

Les militants ont par ailleurs pu voir l'essentiel de la campagne publicitaire du PQ, qui mise beaucoup plus sur Lucien Bouchard que sur les couleurs du parti. « Avec un gouvernement Bouchard, j'ai confiance », en sera le thème principal. La campagne de financement aura un objectif de 1,7 million.

Lucien Bouchard n'a par ailleurs pas voulu commenter le sondage SONDAGEM publié hier par CKAC et *Le Devoir* qui donne trois points d'avance aux libéraux (48,6 % contre 45,6 % après répartition des 26,7 % d'indécis). Sinon pour dire qu'il contenait néanmoins des éléments positifs pour le PQ : « Il confirme une remontée du Parti québécois », a-t-il noté. On s'attend à ce que le premier ministre annonce la date des élections mercredi.

Doré reste en selle

DORÉ / *Suite de la page A1*

SOM-*La Presse* d'hier et dans un sondage du Journal de Montréal qui indique que même s'ils unissaient leurs forces, Doré et Duchesneau ne pourraient déloger M. Bourque.

Jean Doré se défend toutefois de *bluffer*, comme l'accusent ses adversaires. M. Duchesneau ne croit pas à une coalition, a-t-il justifié. Quant à M. Prescott, qui a refusé toute discussion, il le dit « incapable de passer outre à son attitude éminemment partisane, dans certains cas hargneuse », « incapable de transcender son ego au profit de l'intérêt supérieur des Montréalais. »

« S'il y a quelqu'un qui doit assumer ce matin la responsabilité de contribuer indirectement à l'élection de Pierre Bourque, c'est Michel Prescott. »

Ce dernier lui rejette à son tour la responsabilité. « D'abord il se trompe quand il dit que son retrait de la bataille ne donnerait pas davantage de possibilité de gagner sur Pierre Bourque », a lancé Michel Prescott. « Le vote de Doré a moins de chance d'aller chez Bourque, si jamais il se retirait, que le vote de Duchesneau. Objectivement, le candidat qui doit se retirer de la course, c'est Jean Doré. »

Un avis que partage, sans nul doute, Jacques Duchesneau. Le chef de Nouveau Montréal est d'avis que la stratégie de M. Doré aura surtout servi à démobiliser les partisans d'Équipe Montréal. « Le parti n'a plus de chef. Et là, la lutte se fait à trois. Toutes ses tractations ont été astuces et bluff et ont mal fonctionné. Elles doivent se retourner contre lui aujourd'hui ». M. Duchesneau invite d'ailleurs les partisans d'Équipe Montréal à voter pour lui...

S'il est élu maire mais que le conseil est divisé, Jean Doré s'est engagé hier à former une administration de coalition. M. Duchesneau, lui, rejette maintenant toute forme de collaboration avec le chef d'Équipe Montréal, même après les élections. « Avec ce qu'il vient de faire à une semaine des élections, est-ce que je peux le croire ? »

Encouragé par les résultats des sondages, Pierre Bourque travaille quant à lui à faire élire le plus grand nombre de conseillers de son parti en incitant les partisans à se rendre aux urnes dimanche prochain. « Les Montréalais veulent une majorité. Ils veulent une administration qui est solide, représentative et forte. »

M. Bourque a déclaré n'avoir jamais cru au départ de Jean Doré. « Il avait une obligation morale et une obligation financière. » « M. Doré, je l'ai battu une fois. Eh bien je vais le battre une deuxième fois. »

Direction du PC: un deuxième tour sera nécessaire

DIRECTION / *Suite de la page A1*

Saskatchewan, David Orchard, le talonnait avec 16,43 %. L'ancien ministre du cabinet manitobain Brian Pallister a quant à lui recueilli 12,3 %, et l'avocat montréalais Michael Fortier a dû se contenter d'un maigre 3,78 %.

Joe Clark s'est dit prêt à entreprendre la dernière étape de trois semaines d'une campagne qui le verra vraisemblablement reprendre les rênes d'un parti qu'il a dirigé à la fin des années 70 et au début des années 80. « Bien sûr, j'aurais préféré gagner au premier tour, a-t-il dit. Mais s'il faut un deuxième tour, je serai là. Et je crois que le parti a bien indiqué ce soir qu'il a l'intention de se donner un chef qui peut gagner une élection nationale aussi vite que possible. »

Quelque 90 100 membres du Parti progressiste-conservateur étaient admissibles à ce mode de scrutin complexe qui repose sur le principe d'un membre un vote, et qui comporte un système de points attribués à chacun des candidats selon le pourcentage qu'il fait dans les 301 circonscriptions du pays. Clark a notamment remporté 14 456,67 points sur les 15 051 dont il avait besoin pour gagner.

Seulement 53 % des membres admissibles ont exercé leur droit de vote, ce qui est normal, estime M. Clark, avec un tel système. D'ailleurs, l'absence de grande passion qui a entouré cette campagne est le résultat de ce mode de scrutin, qui rend caducs les traditionnels et spectaculaires congrès à la direction du parti. Plusieurs députés conservateurs aux Communes se sont plaints à maintes reprises en public de cet état de fait.

Michael Fortier, qui doit se retirer de la course en raison de son résultat sous les 5 %, a signifié à M. Clark que la tendance était claire. Plusieurs ont interprété les propos de M. Fortier comme un plaidoyer afin que les trois autres concurrents abandonnent la course au profit de Joe Clark. Les candidats éviteraient de se lancer dans des dépenses folles de l'ordre de 300 000 à 400 000 dollars, un montant que les conservateurs n'ont pas à leur disposition présentement.

Hugh Segal n'a pas caché sa déception d'avoir terminé avec un si petit pourcentage. Il a expliqué ses déboires par une division du vote au profit du candidat Orchard dans l'Ouest. Il a néanmoins annoncé hier qu'il continuait la lutte tout comme David Orchard.

Les candidats qui traînent loin derrière Clark - qui a triomphé dans toutes les provinces du pays sauf en Saskatchewan et en Colombie-Britannique - espèrent que le système du vote préférentiel du 14 novembre, où les électeurs doivent cocher leur second et troisième choix, ouvre la porte à tous les scénarios. Si le candidat numéro un n'obtient pas les points requis pour remporter le deuxième tour, ce sont les deuxième et troisième choix qui peuvent décider de l'issue de la course.

Une campagne en yiddish: oy!

UNE CAMPAGNE / *Suite de la page A1*

animant des émissions quotidiennes à la radio et à la télévision.

« Le mot *putz* ne signifie plus pénis depuis le temps d'Abraham, a dit Koch, jeudi, lors d'une interview à l'émission *Inside Politics*, du réseau CNN.

Koch, un démocrate hétéroclite, trouve que D'Amato est bon pour New York. Celui-ci est toujours surnommé « Senator Pothole », mais il ne s'intéresse plus seulement aux contrats d'asphaltage. Depuis 1994, il est président de la commission du Sénat sur les banques. À ce titre, il a des amis très puissants et très riches à Wall Street. Ceux-ci ont contribué généreusement à sa caisse électorale, dont le montant s'élève à 22 millions. D'Amato doit être certainement bon pour eux.

Au cours des dernières années, D'Amato a également joué un rôle clé dans la restitution de 1,25 milliard aux victimes du nazisme et à leurs descendants dont les avoirs « dormaient » dans les banques suisses depuis plus de 50 ans. Son travail lui a valu la reconnaissance de plusieurs Juifs.

D'Amato prend tellement bien soin des Juifs de New York qu'il est convaincu de mieux servir leurs intérêts que quiconque, y compris son adversaire, un membre de la communauté. Cette semaine, le sénateur a déclenché une autre controverse en insistant publiquement sur ce point.

D'Amato avait convoqué les journalistes au pied du mémorial de l'holocauste de Manhattan, situé près du siège des Nations unies. Il avait réuni autour de lui un rabbin et 15 survivants de l'holocauste. En s'adressant à l'assemblée, il s'en est pris à son adversaire pour avoir, entre autres, voté contre la guerre du Golfe en 1991 (à la Chambre des représentants).

« Je suis allé en Israël pendant que les Scuds tombaient, a déclaré D'Amato. M. Schumer s'est débiné. »

Une survivante de l'holocauste l'a suivi au micro. « La communauté juive n'a pas de meilleur ami que le sénateur D'Amato », a-t-elle dit avec un accent hongrois.

C'était trois jours avant le « putz » du sénateur. Mais Schumer était déjà indigné.

« Quand Al D'Amato tente de se servir de l'holocauste à des fins électorales, il se couvre de honte et dégrade le processus politique », a déclaré Schumer.

En quête d'un quatrième mandat, D'Amato a gagné 41 % des votes juifs dans l'État de New York lors de sa dernière course électorale, en 1992 (son adversaire était Juif). Le 3 novembre prochain, il devra faire encore mieux pour battre Schumer, un politicien de centre gauche dont la campagne est également richement financée par Wall Street.

Mais D'Amato a trébuché cette semaine. Comme on dit en yiddish, il ne s'est pas comporté en « mensh », en homme décent.

La Presse

Renseignements : 285-7272
Abonnement : 285-6911
Télécopieur pour abonnement : 285-7039
Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : 285-7070
Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111
Télécopieur : 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces
Détaillants : 285-6931
National, TéléPlus : 285-7306
Carrières et professions, Nominations : 285-7320

Comptabilité
Grandes annonces : 285-6892
Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par: *La Presse, Ltée,* 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés.
Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650» Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : **0-4-0**
à quatre chiffres : **5-3-3-7**
6/49: **19-20-21-27-34-43Compl.3**
extra: **992356**

JEAN-MARC CARISSE

Précision

■ La photo du premier ministre Jean Chrétien parue en page une de notre numéro d'hier n'était pas de Diana Murphy, mais de Jean-Marc Carisse. Toutes nos excuses.

17 396 928$
Merci!
Centraide du Grand Montréal
Objectif 32,2 millions
493, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 1B6 tel.: (514) 288-1261
PRÊTONS MAIN-FORTE

DEMAIN DANS LA PRESSE

Hyundai Sonata : changement complet

■ La dernière fois que la Sonata avait été modifiée, on s'était contenté de rafraîchir sa silhouette. Cette fois, ingénieurs et stylistes ont travaillé fort pour nous proposer une voiture qui est non seulement plus élégante, mais également plus raffinée au plan technique. Notre chroniqueur Denis Duquet a essayé cette nouvelle venue.

QUESTION DU JOUR

La Presse Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

Partagez-vous l'opinion du premier ministre Chrétien, qui ne croit pas nécessaire d'enchâsser dans la Constitution le concept de caractère unique du Québec?

Jean Doré envisage un désistement afin d'empêcher la réélection du maire Bourque. L'approuvez-vous?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 27 %
Non: 73 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

1 877 OSM-AIDE
1 8 7 7 6 7 6 - 2 4 3 3
Par téléphone, par la poste ou par télécopieur, l'OSM acceptera vos dons avec une infinie reconnaissance.
Les chèques et les cartes de crédit sont acceptés.
Les dons sont déductibles d'impôt.
Numéro d'enregistrement: -0156893-22
L'OSM ne peut jouer sans vous...
Orchestre Symphonique de Montréal
260, boul. De Maisonneuve Ouest, Montréal (Québec) H2X 1Y9 • Tél.: (514) 842-9951 • Téléc.: (514) 842-0728 • Internet: www.osm.ca • Courrier électronique: general@osm.ca
P0726 1091

Actualités

Norbourg
Services Financiers Inc.
LES FONDS UNILYS...
Une vision stratégique
(514) 286-3900
www.norbourg.com

Un monomoteur s'écrase : deux morts à Les Cèdres

RAYMOND GERVAIS

L'écrasement d'un monomoteur survenu hier matin peu après 10 h, dans les limites de la municipalité de Les Cèdres, au sud-ouest de Dorion, a fait deux morts, le pilote et son passager.

C'est un appareil comme celui-ci qui s'est écrasé hier.

Le pilote, Martin Caisse, avait 31 ans et habitait Saint-Jean-sur-Richelieu. Lui et son passager, Denis Jenkins, 24 ans, de Saint-Bruno, sont morts sur le coup.

Selon des témoins, l'appareil aurait soudainement piqué du nez pour une raison encore inconnue et plongé en vrille vers le sol pour finalement s'écraser en flammes.

Le petit avion de type *S-44 Mystère*, un prototype fabriqué au Québec, avait pris son envol à l'aéroport de Saint-Jean, en matinée, en direction de l'aéroport de Les Cèdres. Le but du vol consistait à prendre des photos en vol de l'appareil à partir d'un autre avion.

Marc Fernandes, enquêteur auprès du Bureau de la sécurité dans les transports, a expliqué hier que l'appareil avait pris son envol de l'aéroport de Les Cèdres à 10 h 09 et serait descendu en piqué quelques minutes plus tard, ne laissant aucune chance à ses occupants de s'en sortir.

L'avion s'est abîmé dans un champ de maïs, près du rang Saint-Féréol, non loin de la sortie 26 de l'autoroute 20. Lorsque les secouristes sont arrivés sur les lieux, il était déjà trop tard pour porter secours aux victimes.

M. Fernandes a déclaré que l'avion aurait fait une piqué de 60 à 70 degrés, avant de s'écraser.

Le *Mystère* est un appareil de fabrication artisanale construit en fibre de verre et carbone, propulsé par un moteur de type Rotax, fabriqué par une filiale de Bombardier.

L'enquêteur a précisé que ce genre de fabrication est à la fois solide, léger et de conception soignée. Il a ajouté toutefois que certains problèmes avaient été décelés par le passé dans ces moteurs, mais qu'il était encore trop tôt pour déterminer si la cause de l'écrasement était imputable à une panne de moteur ou d'une erreur de pilotage.

Le *Mystère* a été conçu par deux Québécois, Saleem Saleh et Frédéric Amblard. La forme de l'avion, inspirée de celle des planeurs, est bien différente de celle des *Cessna* et des *Piper*. Le moteur et l'hélice sont à l'arrière, les ailes sont elliptiques comme celle du défunt *Spitfire* de la British Air Force de l'époque de la dernière guerre mondiale. Le pilote et le passager prennent place l'un derrière l'autre dans le cockpit, où aucun espace n'est prévu pour les bagages.

PHOTO MARTIN C. CHAMBERLAND, *La Presse*

Les deux occupants de l'appareil sont morts sur le coup.

1500 candidats pour 350 postes à Tremblant !

NADINE FILION
collaboration spéciale

« Il n'y a pas beaucoup de monde au Québec qui puisse offrir 350 postes », affirmait hier Sheychelle Harding, directrice des relations publiques pour le Château Mont-Tremblant. Les chercheurs d'emplois l'ont compris ; ils ont été environ 1500 à se pointer à Tremblant, dans le cadre de la Foire de l'emploi.

Une dizaine d'entreprises de la station touristique ont joint leurs efforts pour organiser l'événement. Plus de 350 postes ont ainsi pu être proposés dans des domaines aussi variés que l'hôtellerie, la restauration, l'administration, l'enseignement du ski et les opérations sur la montagne.

La Foire ne devait ouvrir ses portes qu'à 10 h hier matin, mais devant la file qui s'étendait sur près d'un quart de kilomètre, les responsables ont devancé l'ouverture. Les chercheurs d'emploi, aussi bien du type « veston-cravate » que « jeans et bottes de marche », ont défilé toute la journée devant les stands de Tremblant, du Château Mont-Tremblant, des restaurants et des boutiques de sport, remettant leur curriculum vitae et demandant davantage d'informations sur les postes offerts.

Les employeurs ont été unanimes : la qualité de la main-d'ouvre les a surpris. « Plusieurs candidats ont des maîtrises, voire des doctorats », a mentionné Steve Lafave, directeur du marketing à Club Intrawest. Pointant les curriculum vitae qui s'empilent à côté de lui, il a ajouté : « J'ai là au moins 200 curriculum et ça, c'est après tri. J'avais six postes de représentants des ventes et quatre postes de représentants en marketing. Je crois avoir trouvé les gens qu'il me faut. »

Même son de cloche pour les représentants du Château Mont-Tremblant, qui ont d'ailleurs réalisé des entrevues d'embauche sur place. « Sur les 54 postes que nous avions à offrir, on pense déjà avoir trouvé 15 à 20 personnes », souligne Sheychelle Harding. Chantal Lajeunesse, d'Emploi Québec, est formelle : plusieurs chercheurs d'emplois sont repartis avec un « job » sous le bras.

C'est ce qu'espérait Hervé, un jeune avocat de 29 ans établi à Montréal. « Je suis venu par curiosité. Mais si on m'offre ici un emploi au même salaire que ce que je gagne à Montréal, la décision ne sera pas longue à prendre ! Je dirais oui demain matin ! »

Il n'était pas le seul participant à la Foire de l'emploi à ne pas être originaire des Laurentides. En fait, 40 % des visiteurs provenaient de Laval, de Montréal et même d'aussi loin que Québec, Ottawa, Rivière-du-Loup et Chicoutimi. « On a même eu quelqu'un de la Gaspésie ! », soutient Mme Lajeunesse.

Justement, c'est ce qui a fait peur à Jacques-Normand, un journaliste pigiste de 38 ans qui souhaite la stabilité financière. « J'ai fait le tour des stands et je n'ai été intéressé que par un seul. Mais nous sommes à peu près dix mille personnes à vouloir le même. Je vais sûrement devoir donner suite à ma candidature. Quitter Verdun pour Tremblant... On finit de travailler et on saute sur les pentes de ski : Yahou ! »

Suicidaire, il se rend à la police

Un homme de 50 ans, habitant le haut d'un duplex au 93 rue Monday, à Saint-Gabriel-de-Brandon, dans Lanaudière, a tenu en haleine les policiers de la Sûreté du Québec durant près 11 heures hier.

Dépressif, l'homme a communiqué vers 9 h avec Tel-aide, précisant qu'il avait l'intention de mettre fin à ses jours. Lorsque les policiers sont arrivés sur les lieux, ils ont tenté en vain de communiquer avec lui par différents moyens. Ce n'est finalement vers 20 h que des agents du groupe d'intervention ont pénétré à l'intérieur du domicile de l'individu qui s'est rendu sans résistance.

PHOTO ANDRÉ FORGET, *La Presse*

David Bélanger se bat pour que le terminus de la ligne 18, rue Saint-Dominique, soit déménagé.

Un terminus d'autobus dérangeant

CHRISTIANE DESJARDINS

Quand David Bélanger a acheté un duplex au 6675, rue Saint-Dominique, en 1994, il a bien vu qu'il y avait un terminus de ligne d'autobus en face. « Mais je ne pensais jamais que c'était si pire que ça », lance-t-il aujourd'hui.

M. Bélanger rapelle qu'après avoir aménagé, en décembre 1994, il s'est vite aperçu que le terminus de la ligne 18 détériorait la vie de quartier et que « ça n'avait pas de bon sens ».

« Chaque jour, les autobus font du sur place, moteur en marche, explique-t-il. Ils restent parfois là pendant 20 minutes, alors que l'article 90 de la loi sur l'assainissement de l'air limite à quatre minutes le temps d'attente avec moteur en marche. Des fois, il y en a quatre en ligne. Ça fait du bruit, ça sent mauvais, et c'est dangereux. »

Dangereux parce que le terminus est situé juste devant le parc Saint-Jean-de-la-Croix, et tout près de l'école primaire qui porte le même nom.

« Les enfants qui courent après un ballon, ou ceux qui sortent du parc à bicyclette sont invisibles pour les automobilistes. Les autobus les cachent. D'autre part, les enfants qui sortent de l'école doivent faire très attention aux autobus qui tournent le coin. La brigadière doit faire des contorsions pour garder les élèves derrière elle quand les autobus passent », dit-il.

M. Bélanger déplore que les autobus vides qui se rendent au terminus de la rue Bellechasse circulent à grande vitesse dans cette rue résidentielle. Dès mars 1995, il s'est plaint de toute cette situation à la STCUM.

« Cela n'a rien donné, fait-il en exhibant les nombreuses lettres qu'il a envoyées et reçues depuis. » Car par la suite, il s'est adressé aussi à la CUM, puis à la Ville de Montréal, puis à la police, puis au conseiller, Pierre Goyer. Il a même envoyé 37 photos pour prouver les infractions, et des listes relevant les heures d'infractions, les numéros d'autobus et le temps qu'ils étaient restés sur place avec le moteur en marche. « Ils se renvoient constamment la balle », dit-il.

Puis, M. Bélanger a rédigé une lettre à l'intention de ses voisins. « Je ne suis allé voir personne, j'ai simplement déposé les lettres dans les boîtes aux lettres. Dans le temps de le dire, j'ai amassé 100 noms de personnes sur la rue qui appuient ma démarche. Ça fait longtemps que le terminus dérange », souligne-t-il.

Il a proposé cinq ou six tracés différents à la STCUM, mais on finissait toujours par dire que la STCUM n'avait pas les budgets pour modifier le circuit, ou que la clientèle serait désavantagée. Récemment, M. Bélanger a reçu l'assurance de la STCUM, que dès janvier prochain, les autobus vides qui se rendent au terminus de la rue Bellechasse n'emprunteraient plus la rue Saint-Dominique. Ce que M. Bélanger souhaite maintenant, c'est le déplacement du terminus dans un endroit moins résidentiel.

ASSURANCE VOYAGE ÉCONOMIQUE
50 ANS+
FADOQ
PROGRAMME EXCLUSIF DE LA FÉDÉRATION DE L'ÂGE D'OR DU QUÉBEC
FADOQ Floride
SécuriGroupe
Heures d'ouverture :
Du lundi au vendredi de 8 h à 17 h
Informez-vous dès aujourd'hui
1-888-666-6461

Le trouble obsessif-compulsif, c'est pas du toc

Deux médecins entreprennent à Louis H. Lafontaine une vaste étude sur le TOC, une maladie du doute

CHRISTIANE DESJARDINS

Monique a une peur maladive du cancer, Stan achète dix fois ce qu'il consomme, et Stéphane met tellement de temps à faire sa toilette qu'il rate ses cours et ses rendez-vous. Il a d'ailleurs loupé celui avec *La Presse*. Monique, 64 ans, Stan, 65 ans, et Stéphane, 18 ans, souffrent du trouble obsessif-compulsif.

Familièrement appelé le TOC, le trouble obsessif-compulsif rend la vie misérable à ceux qui en souffrent et désespère leurs proches qui ne se sentent d'aucun secours. C'est une maladie mal connue, même chez les professionnels de la santé, admet le Dr Kieron O'Connor, psychologue clinicien et chercheur au Centre Fernand Séguin. Le Dr O'Connor et son collègue, le Dr Mark Freeston, entreprennent une vaste étude pour améliorer le traitement du TOC. Mais voyons d'abord quel est le problème.

PHOTO MICHEL GRAVEL, *La Presse*

Le Dr Kieron O'Connor est entouré de Monique et Stan, qui souffrent tous deux du trouble obsessif-compulsif — le TOC.

Monique

Monique traîne sa phobie du cancer depuis 30 ans. Diagnostiquée dépressive, elle est soignée avec des anti-dépresseurs depuis belle lurette, ce qui ne l'a jamais empêchée de cultiver ses angoisses.

« Quant je travaillais, j'allais bien la semaine parce que j'avais autre chose à penser. Mais les fins de semaine c'était l'enfer, ça reprenait de plus belle. Quand j'ai pris ma retraite de l'enseignement, en 1991, ça a été catastrophique. J'avais tout mon temps pour penser au cancer. »

Monique a usé ses robes dans les salles d'attente des médecins.

« J'avais toujours deux ou trois rendez-vous par semaine. Il m'est arrivé de passer deux mammographies le même jour, à des endroits différents. Naturellement, c'était négatif. Sur le coup, ça me réconfortait, mais ça ne durait jamais longtemps. Le corps, ça va des pieds à la tête, il restait une multitude d'endroits pour avoir le cancer... »

Tel le cancer du pied...« Ma mère, ma grand-mère et mes tantes avaient eu un oignon sur un pied. J'en avais un au même endroit. Foncièrement, je savais que c'était un oignon, rien de plus. Mais c'était plus fort que moi, je redoutais le cancer du pied. » Nouvelle tournée chez les podiatres et les médecins, dont certains ont fini par perdre patience et indiquer carrément la porte à Monique.

Croyant devenir folle et au bout du rouleau, Monique s'est réfugiée dans l'alcool pour un temps. Engourdie par sa consommation, c'était le seul moment où elle pouvait s'évader de son enfer. C'est en lisant un entrefilet sur des rencontres pour obsessifs-compulsifs que Monique a commencé à voir la lumière au bout du tunnel.

« Dans cette petite définition, je me reconnaissais. C'était moi. Et ça m'a aidé énormément d'aller à ces rencontres », dit-elle.

Stan

Stan, lui, traîne son problème depuis des années, mais ce n'est qu'au mois de mai qu'il a découvert qu'il était obsessif-compulsif. Comme Monique et Stéphane, il se rend aux rencontres du groupe de soutien aux obsessifs-compulsifs, qui ont lieu à l'hôpital Royal Victoria, le lundi soir.

« J'ai toujours ramassé plein de choses, mais depuis cinq ans, ça s'est empiré. Je reçois les circulaires le samedi, et j'entoure les produits en vente que je veux acheter. Mais j'achète toujours trop. J'ai 84 rouleaux de papier de toilette, six grosse boîtes de céréales de la même sorte, 96 boîtes de nourriture pour chats... » Stan vit seul dans un trois et demi avec ses deux chats.

Stéphane

Élève super brillant, Stéphane, 18 ans, a fait toutes ses études au collège Notre-Dame. Il excelle en sciences pures. Le problème : il passe des heures dans la salle de bain, à se laver, se relaver, et se re-relaver. Après, il place et replace des choses dans la maison. « Il faut que tout soit symétrique », dit-il. Son problème l'a forcé à abandonner l'école car il arrivait toujours très en retard ou manquait carrément ses cours.

« Maintenant, il a tout son temps pour accomplir ses rituels, se désole sa mère. Il peut passer trois heures dans la salle de bains. Pendant ce temps, les autres membres de la famille attendent. Inévitablement, ça devient une source de conflit, même si nous connaissons le problème de Stéphane et savons que nous ne pouvons le raisonner. D'autre part, c'est un gaspillage énorme en savon, shampooing et papier hygiénique... »

Stéphane avoue qu'il ne peut s'empêcher d'accomplir ses rituels. « C'est difficile à expliquer, je me sens mal si je ne les fais pas. Les gens ne savent pas ce que c'est. Moi, ça me gêne beaucoup d'être comme ça. Je n'en parle pas, même aux amis qui me restent. J'en ai perdus à cause de mon problème. Le TOC, c'est un secret que l'on garde. »

C'est à 14 ans que le problème de Stéphane est apparu. « Quand c'est devenu plus sérieux, on a consulté, d'expliquer Ginette, sa mère. Les médecins ont diagnostiqué un « problème d'adolescence », et nous ont dit que Stéphane agissait ainsi par rébellion, pour nous faire enrager. Les thérapies, que toute la famille a dû suivre, n'ont strictement rien donné. Nous avons perdu deux ans avec ça. »

Ginette considère toutefois qu'elle a été chanceuse, puisque un omnipraticien a finalement su déceler l'origine du problème, et a référé Stéphane à la clinique spécialisée de l'hôpital Royal Victoria.

« Le système n'offre rien pour les jeunes enfants aux prises avec le TOC, ni aux familles qui doivent vivre avec ce problème. Les traitements commencent à 18 ans. Heureusement, à cause de la sévérité du TOC de Stéphane, ils l'ont pris à 17 ans », explique Ginette.

Stéphane a entrepris récemment un traitement behavorial, et on en est encore à essayer des médications pour améliorer son état. Son nouveau médicament le fait dormir 15 heures par jour. C'est d'ailleurs pour cette raison, et non pas à cause d'une crise de TOC, qu'il a raté le rendez-vous avec *La Presse*, nous a confié sa mère.

Stéphane compte entreprendre ses cours en sciences pures au cégep en janvier. « Si ça va bien avec ma thérapie et que je suis assez avancé », conclut-il avec espoir.

Le traitement du TOC n'est pas défrayé par le Régime d'assurance-maladie, et les patients doivent payer de leurs poches les traitements : entre 45 et 100 $ de l'heure, selon l'échelle salariale du sujet.

« Et on ne sait pas combien de temps les traitements vont prendre », dira la mère de Stéphane.

Recherchés : 120 volontaires

CHRISTIANE DESJARDINS

De toute évidence, la vie avec un trouble obsessif-compulsif (TOC) n'est pas une sinécure et il n'y a pas de remède miracle. Mais il y a de l'espoir, particulièrement du côté des thérapies comportementales, croient les docteurs Kieron O'Connor et Mark Freeman, qui entreprennent une vaste recherche sur le sujet, au centre Fernand-Séguin de l'hôpital Louis H. Lafontaine.

« La médication n'apporte pas de guérison, mais c'est souvent un palliatif pour améliorer l'humeur d'un sujet, et le rendre plus réceptif à une thérapie comportementale. Cette dernière vise à permettre à l'individu de transiger avec sa situation », explique le Dr O'Connor.

Les rituels

En matière de TOC, le Dr O'Connor est spécialisé dans les rituels. Son collègue, le Dr Freeman, est spécialiste des idées fixes. Ces deux facettes font partie de la maladie.

Le TOC peut prendre une multitude de formes, mais en résumé, c'est la maladie du doute, un sens exagéré des responsabilités, et des pensées répétitives, selon le Dr O'Connor. « Quand le sujet fait son rituel, il se calme un petit moment, mais ça renforce son doute, et il retombe vite dans le cercle vicieux. La thérapie vise à briser ce cercle vicieux. »

Selon le Dr O'Connor, la maladie est mal connue même chez les professionnels de la santé. « Surtout ceux de première ligne, ceux chez qui aboutissent souvent les sujets, précise le chercheur. Le diagnostic est difficile, il faut poser les bonnes questions. Souvent, les obsessifs-compulsifs sont vus comme des excentriques, ou des maniérés. »

Pour leur étude, qui doit durer deux ans, les Drs O'Connor et Freeman recherchent 120 personnes souffrant du trouble obsessif-compulsif. Les sujets doivent être âgés entre 18 et 65 ans, doivent parler et lire le français, et ne pas avoir de problème d'alcool ou de drogue. La thérapie y sera offerte gratuitement.

Les personnes intéressées doivent contacter Michelle Mathias, au (514) 251-4015, poste 3585.

Annie et Jacques à Hong Kong

Stéphane Laporte

collaboration spéciale

Hong Kong. Samedi matin, 8 heures. Annie Pelletier fait les cent pas devant l'entrée du Grand Hyatt Hotel. À côté d'elle, Richard et Hughes, les deux caméramen, ont leurs appareils sur l'épaule, prêts à tourner. Mario, le preneur de son, ajuste sa console.

Pendant que Dominique la recherchiste et l'autre Richard, l'assistant à la production, grillent une cigarette pour chasser la nervosité. Moi, le petit réalisateur-concepteur, je fixe depuis une demi-heure les grandes portes vitrées de l'hôtel, espérant voir la silhouette de notre invité s'approcher. Personne ne parle. Tout le monde est sur le gros nerf. Parce que notre invité n'est pas n'importe qui. C'est notre héros. Jacques Villeneuve.

Ça fait un an qu'on rêve à cette journée. Ça fait trois mois qu'on la prépare. À la fin de l'été, Dominique a d'abord envoyé un petit fax invitant Jacques à participer à *La vie est un sport dangereux*. Cédric, l'attaché de presse de Jacques, a répondu un peut-être. L'espoir est né. On s'est tous assis autour de la table. Johane Landry, la productrice, Annie, Dominique, et moi.

On a fait aller nos méninges. Et on a trouvé. Offrir à Jacques Villeneuve de venir s'éclater durant une journée dans la plus belle baie du monde, la baie de Hong Kong. Lui faire piloter un speedboat, la formule Un des mers. Et l'initier au wakeboard, le plus dangereux des sports aquatiques. Ç'a marché. Jacques est trop casse-cou pour refuser de tels défis. Vingt fax et trente appels téléphoniques plus tard, c'était réglé. Rendez-vous à Hong Kong, le 24 octobre. Une semaine avant le Grand Prix du Japon.

Il ne restait plus qu'à remplir nos promesses. Johane et Dominique sont parties à Hong Kong convaincre Audi Chung, le seul propriétaire de speedboat de toute l'Asie de nous prêter son engin. Puis après, elles ont convaincu les autorités chinoises de nous laisser tourner dans la baie. Même la muraille de Chine n'aurait pu les arrêter. Tout était bien organisé, restait plus qu'à faire le show. Mardi dernier, Annie, Johane, Dominique, Mario, Luc, Hughes, les deux Richard et moi, on a tous pris l'avion pour Hong Kong. Vingt heures plus tard, nous sommes arrivés. Fripés, décalés, mais heureux. Annie a révisé ses questions. La technique a fait une générale pour être sûr de ne rien manquer. Et vendredi soir, on s'est tous couchés tôt. Pour être en forme. À 22 heures, le téléphone a sonné dans la chambre de Dominique. C'était Cédric. Jacques est à Hong Kong, mais il ne va pas bien. Il a une infection à l'oeil. Le médecin lui a enlevé un kyste. Son organisation lui demande de se tenir tranquille. Et de ne rien faire de risqué avant les essais du Japon. Notre chien est mort. On a tout fait ça pour rien. Cédric rajoute que Jacques tient quand même à s'excuser auprès d'Annie. Elle n'a qu'à l'appeler dans sa chambre. Annie appelle donc le beau Jacques. Elle lui dit : « Que t'est-il arrivé ? Est-ce que c'est une fille qui t'est tombée dans l'oeil ? » Jacques rigole. Puis Annie lui raconte les cascades qu'on avait prévues pour lui. Et Jacques se laisse tenter. Au diable, son oeil. Au diable, l'organisation. Jacques Villeneuve est le dernier homme libre. Il fait ce qu'il veut. Rendez-vous demain matin devant le Grand Hyatt Hotel.

C'est là qu'on est. Et on l'attend toujours. Angoissés. Tout d'un coup qu'il a changé d'idée. Tout d'un coup qu'il a l'oeil trop enflé. Soudain, j'aperçois un type avec un chandail du petit prince. C'est lui ! Les caméramen prennent leurs positions. Action, ça tourne ! Annie rencontre Jacques. Enfin ! La championne olympique et le champion du monde. La belle et le rebelle. Ça clique tout de suite entre les deux. Le courant passe. À toute vitesse. Ils embarquent ensemble dans une Mercedes 1963 décapotable et filent vers la marina d'Aberdeen. Jacques a l'oeil tout violacé. Mais qu'à cela ne tienne. La vie est un sport dangereux, c'est sa devise.

Il fonce à 200 km/h en speedboat. Fait d'incroyables pirouettes en wakeboard. S'éclate au kung-fu. Avec à ses côtés l'incroyable Annie qui le relance. Qui l'accote. Qui le pousse à aller plus loin. Elle n'a jamais été aussi courageuse. Aussi allumée. Et tout autour d'eux, il y a Hong Kong. Avec son exotisme. Ses aigles qui survolent le ciel. Ses rochers épeurants. Ses figurants aux airs de Jackie Chan. On se croirait au beau milieu d'un film de James Bond. Je regarde Johane. On se sourit. On n'a pas travaillé pour rien.

Il y a des journées que vous n'oublierez jamais. Celle-là en est une. J'ai hâte que vous puissiez, par un beau dimanche de novembre, la voir vous aussi. C'est la première fois que je plogue une de mes émissions dans ma chronique dominicale. Mais au fond ce n'est pas une émission que je plogue, c'est un souvenir, un merveilleux souvenir. Vieux d'à peine quelques heures. Mais je sais, déjà, qu'il durera toujours.

17 heures 30. Nous revoilà devant le Grand Hyatt Hotel. L'aventure est finie. Jacques s'en va. Toute la journée, l'équipe a travaillé comme des fous pour pouvoir capter les prouesses de nos deux athlètes. L'heure de la récompense est venue. Johane demande à Jacques des autographes pour ses deux gars. Mario se fait prendre en photo avec son idole. Dominique aussi. Et moi, je demande un autographe pour mon grand frère Bertrand. Jacques répond de bonne grâce à nos demandes. Puis il embrasse Annie. Et notre héros disparaît derrière les grandes portes vitrées. Plus héros que jamais. Ça faisait un an qu'on rêvait à cette journée. Parfois, quand on rêve trop, on est déçu. Mais pas aujourd'hui. C'était en plein comme on l'avait rêvé. Un héros, ça inspire à te dépasser. Et c'est ça que toute l'équipe a fait aujourd'hui. Je retourne à Montréal avec plein d'images. Lorsque nous les aurons toutes mises bout à bout pour en faire une émission de télé, j'espère qu'elles vous feront rêver vous aussi.

Grâce à des athlètes comme Jacques et Annie, la vie est un sport merveilleux !

Palais des congrès : Québec attendra le temps qu'il faut

Presse Canadienne

Le vice-premier ministre Bernard Landry se dit prêt à attendre le temps qu'il faudra la contribution fédérale à l'agrandissement du Palais des congrès de Montréal.

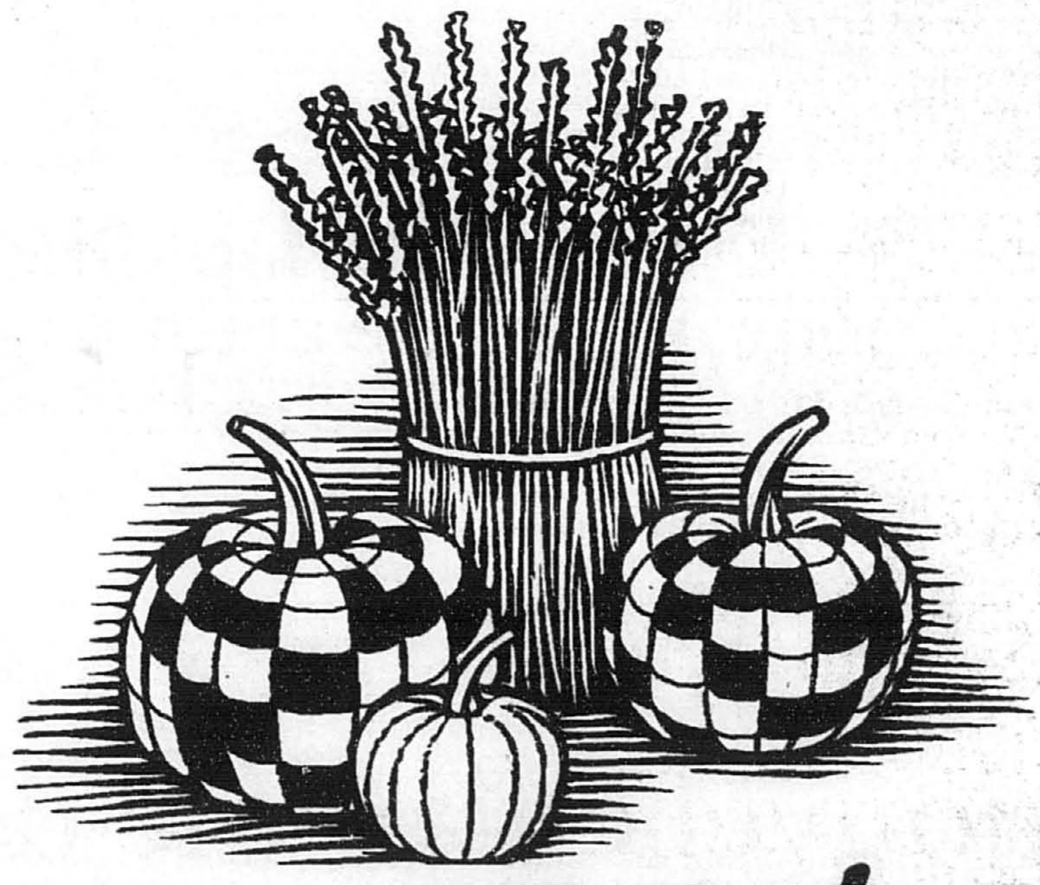
M. Landry met toutefois en demeure Ottawa de payer sa part comme il l'a fait dans d'autres villes canadiennes.

Québec a décidé d'aller de l'avant avec le projet sans attendre la contribution fédérale car il était urgent, selon le ministre Landry, de confirmer l'investissement afin d'éviter la perte de plusieurs congrès importants.

Lorsqu'interrogé sur la possibilité de financer seul le projet si Ottawa décide de ne pas contribuer au bout du compte, M. Landry a répondu que Québec entendait pourchasser Ottawa le temps qu'il faudra car il serait indécent, selon ses termes, de ne pas faire pour Montréal ce qui a été fait dans d'autres villes au pays.

TECHNIQUE NADEAU
EXERCICES-SANTÉ
doux - agréables
2692468
Séances d'information GRATUITES
Jeudi 19 h 15 29 oct.
Samedi 13 h 7 nov.
Bienvenue à tous!
CENTRE COLETTE MAHER
9660, Lajeunesse (514) 387-7221 SAUVÉ
2692468-D

La supergrille du mois
La Presse et HACHETTE Canada inc.
vous présentent la Supergrille du mois



d'Octobre
100 gagnants
mériteront le *Dictionnaire universel francophone* et le fameux t-shirt «J'ai réussi».
À surveiller aujourd'hui !
99117

Ouvert dimanche ouvert 7 jours
FERMETURE DERNIÈRE CHANCE !
Le Paradis du meuble
EN BAS DU PRIX COÛTANT DU JAMAIS VU !
Chaise à billes rég. : 299 $
50% de rabais
spécial 149$
CAUSEUSE à partir de 149$
MOBILIER DE CHAMBRE 6 mcx à partir de 349$
UNITÉ MURALE à partir de 149$
TABLE DE SALON
MATELAS à partir de 49$
(plus de 1 200 matelas en bas du prix coûtant)
PLATE-FORME DE LIT à partir de 39$
2692098
2692098-D
121, rue Blainville Est, Sainte-Thérèse • 979-2220

HONNEUR À NOS CAMELOTS
Guillaume Bergeron-Michaud
Montréal
École secondaire Urgel-Archambault
Daniel Bilodeau
Anjou
Collège Jean-Eudes
Alexandre Châteauneuf-Latour
Saint-Lambert
École Saint-Jean-Baptiste, Longueuil
Jonathan Arsenault
Sainte-Thérèse
École Sault-Saint-Louis
Jan-Michael Proulx
Tracy
École secondaire Bernard-Gariépy
L'équipe des camelots de *La Presse*, c'est le lien direct avec nos abonnés. Nous tenons à rendre hommage à ces partenaires de premier ordre et à souligner leurs efforts constants pour bien servir nos abonnés.
Cette semaine encore, nous vous présentons cinq jeunes dont le travail remarquable mérite une mention particulière.
Les camelots qui se sont démarqués par la qualité de leur service recevront un document souvenir de leur nomination et *Le Robert* dictionnaire d'aujourd'hui
DICTIONNAIRES LE ROBERT
2694856-D
Joignez-vous à l'équipe des camelots de La Presse au 285.6911

Les camionneurs menacent de bloquer les routes

Presse Canadienne
QUÉBEC

Les automobilistes québécois risquent de ronger leur frein aujourd'hui puisque les camionneurs en vrac de la province pourraient ériger 27 barrages routiers afin d'intercepter tous les véhicules lourds et ralentiraient donc considérablement la circulation.

Les négociations avec le ministère des Transports et du Travail du Québec se poursuivaient toujours au moment de mettre sous presse et, à moins d'un accord, les représentants des 5000 camionneurs en vrac (sable, neige, gravier, bois, etc.) seront en grève aujourd'hui.

A 27 endroits sur le réseau routier québécois, ils pourraient ériger des barrages, en laissant une voie pour les automobiles, et stopper tous les camions de plus de 3000 kilos sauf, évidemment, les véhicules d'urgence.

« Le camionneur va pouvoir repartir, mais son camion va rester là », a dit Gaétan Légaré, du comité de mobilisation de l'Association nationale des camionneurs artisans (ANCAI).

Les camionneurs n'épargneraient pas les autoroutes 20 et 40 et sont bien conscients qu'ils feraient ronchonner les automobilistes. « C'est sûr que ça ralentirait le trafic parce qu'il faut que ce soit sécuritaire », a expliqué M. Légaré.

Les grévistes ont averti les principales compagnies de transport que les routes pourraient leur être interdites. « Ça ne leur fait pas plaisir, mais ils comprennent qu'on se bat pour tout le monde », a dit Gaétan Légaré.

En soirée hier, les présidents de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), de l'ANCAI et du syndicat des routiers autonomes (SRAQ) discutaient encore avec les hauts fonctionnaires du ministère des Transports et du Travail du Québec.

« On négocie avec le gouvernement provincial pour qu'il accepte de nous donner un cadre législatif et ensuite on va demander au gouvernement du Québec d'aller cautionner cet encadrement auprès d'Ottawa afin que le gouvernement fédéral fasse les modifications qui s'imposent », a précisé Valérie Poiré, responsable des communications à la CSD.

Les camionneurs en vrac protestent contre la future déréglementation, décrétée par le gouvernement fédéral, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2000. A ce moment, le Québec n'aura plus juridiction sur le transport interprovincial et les camionneurs craignent la concurrence déloyale qui viendra des conducteurs de camion du reste du Canada.

Ils ont peur que des camionneurs continuent de travailler à des taux toujours plus bas, ce qui fera chuter le marché et apauvrira encore les camionneurs.

Selon un document du SRAQ, 500 camionneurs artisans auraient fait faillite en 1996.

Ils réclament aussi un encadrement qui leur donnera une grille tarifaire équitable et des conditions de travail plus normales.

Ils souhaitent également qu'à l'instar des autres corps de métiers, les camionneurs québécois soient regroupés au sein d'une même association.

« Présentement, on doit négocier individuellement avec des multinationales. a dit Gaétan Légaré. Ce n'est pas évident quand on est seul et on n'est pas tous des comptables. »

PHOTO SYLVAIN RYAN, *collaboration spéciale*

Record de rapidité pour un service ambulancier...

Une ambulance d'Urgences santé qui a brûlé un feu rouge à l'intersection des rues Jean-Talon et Clark, en début de nuit samedi, est entrée en collision avec une petite automobile ayant deux occupants à son bord. La voiture a été littéralement écrasée par le lourd camion. Les deux occupants de l'automobile, une femme et un homme, ont été blessés légèrement. Les ambulanciers s'en sont tirés indemnes.

La CSDM prolonge la probation de cadres

Une initiative de la présidente contestée par le Regroupement confessionnel

MARC THIBODEAU

La Commission scolaire de Montréal (CSDM) a décidé de prolonger de six mois la probation de deux cadres qui avaient reçu les louanges de leur supérieur à l'issue de la période normale d'évaluation d'un an.

Les rapports des supérieurs de la directrice du regroupement 2 de la commission scolaire, Lise Lavoie-Gauthier, et du directeur du service des ressources éducatives, Michel Charron, indiquaient un « haut degré de satisfaction ». Ils recommandaient conséquemment leur nomination définitive.

Mais la présidente de la CSDM, Diane De Courcy, a demandé dans les deux cas de reporter la décision finale.

La proposition a été adoptée au conseil des commissaires en dépit de l'opposition du Regroupement scolaire confessionnel (RSC), qui est minoritaire.

La politique concernant la nomination et le recrutement du personnel cadre de la CSDM prévoit que la période de probation réglementaire pour les cadres peut être prolongée « exceptionnellement ».

Mme De Courcy a invoqué cette dernière clause pour justifier le nouveau délai. Elle a indiqué que la commission scolaire, ainsi que le conseil des commissaires, étaient nouvellement formés et qu'il était normal dans une situation « exceptionnelle » de cette nature de vouloir procéder « avec prudence ». « S'il y avait 2, 4, 10 ou 20 cas similaires à l'heure actuelle, nous aurions demandé le même délai », a déclaré Mme De Courcy, qui dit ne pas vouloir porter préjudice aux cadres en question.

Le président du RSC, M. Pallascio, estime pour sa part que la décision « arbitraire » des troupes de Mme De Courcy risque de créer un sentiment d'insécurité parmi les cadres de la commission scolaire.

« À ma connaissance, c'est la première fois que l'on décide de prolonger la période de probation de cadres qui ont été évalués positivement par leur supérieur », a indiqué M. Pallascio, qui fait peu de cas des arguments avancés par la présidente de la CSDM.

Mme Lavoie-Gauthier et M. Charron, qui ont quitté la salle du conseil peu de temps avant que la décision ne soit prise, ont refusé de commenter le dossier.

Le président de l'Association des cadres de Montréal, Daniel Dubé, a indiqué que ses membres « acceptaient difficilement cette décision et les raisons invoquées » par la CSDM. Il a précisé qu'il entendait demander la formation d'un « comité de recours » regroupant des membres de la direction de la CSDM et de l'Association pour revoir la décision.

Le Mexique, nouvelle flamme des caravaniers québécois

RAYMOND GERVAIS

Il fut un temps où l'état de la Floride était le seul endroit où les *snowbirds* amateurs de camping de luxe se rendaient passer l'hiver. Au cours des dernières années, le Texas et de l'Arizona ont attiré leur part de vacanciers, mais voilà que le Mexique titille le goût d'exotisme et de dépaysement des caravanniers d'ici.

Le Mexique est déjà une destination fort prisée depuis longtemps par les Québécois qui désirent prendre une ou deux semaines de vacances en hiver, mais il attire désormais de plus en plus de caravaniers. Les plus aventureux n'hésitent pas à conduire plus de 6000 km pour passer l'hiver au chaud, loin de la neige, du froid et du verglas.

Cette année, le Mexique dispose d'un autre attrait non négligeable. La chute du dollar canadien face à la devise américaine favorise ce pays puisque le huard se porte beaucoup mieux face au peso.

Un dollar canadien vaut présentement 6,3 pesos mexicain. L'an dernier, il se transigeait à 20 % de moins, à 5,2 pesos.

« Au lieu de perdre, on gagne au change cette année », a déclaré hier Yvon Houle, le chef de la grande caravane Horizon Lussier qui s'est mise en branle hier matin pour le Texas et le Mexique.

Élection ou pas, les snowbirds sont comme les bernaches, rien ne peut les retenir lorsque les feuilles tombent.

Hier matin, une première vague a pris la direction du Sud. Trente-huit véhicules récréatifs grand format, de véritables condos mobiles, formant un long cortège de plusieurs kilomètres sur l'autoroute des Cantons de l'Est, ont quitté les installations Horizon Lussier à Marieville.

Sylvie Degagné et son mari, Mario Plamondon, les deux plus jeunes membres de la caravane (ils n'ont pas encore 40 ans) ressemblaient à des enfants la veille de Noël. Ils étaient tous les deux très excités et avaient bien hâte de partir avec leur toute nouvelle autocaravane de 32 pieds, propulsée par un moteur diesel.

Le couple a décidé de prendre une année sabbatique, de s'acheter un véhicule récréatif et de partir en vacances au Mexique pour cinq mois.

« On désire fêter notre 40e anniversaire de naissance de façon particulière », a confié M. Plamondon.

« Nous connaissons le Mexique pour y avoir été en vacances à plusieurs reprises en avion ; le climat nous attire particulièrement, la chaleur, la mer et le beau temps sont toujours au rendez-vous. Comme c'est notre première expérience, nous avons décidé de voyager en caravane, c'est plus sécuritaire et on se sent moins seuls advenant un pépin. De plus, on voulait traverser la Louisiane et le Texas », a expliqué Sylvie Degagné.

Raymond et Andrée Mailhot, deux autres caravaniers, en sont à leur quatrième voyage en caravane au Mexique. Technicien retraité de Radio-Canada depuis huit ans, M. Mailhot adore vivre en véhicule récréatif et faire des voyages.

« Nous formons une grande famille en caravane, mais nous conservons néanmoins notre intimité. Vous savez, on devient « allergique » à la neige en vieillissant, les os sont plus frileux et le Mexique est tout indiqué », a expliqué M. Mailhot.

Le caravanier a ajouté qu'il était faux de croire qu'il était plus dangereux de voyager au Mexique qu'aux États-Unis.

« J'ai fait deux voyages sans faire partie d'une caravane organisée et tout a bien été. Les policiers reçoivent maintenant un salaire décent et font correctement leur travail. »

Yvon Houle, policier retraité de la CUM qui a trouvé une nouvelle vocation, a expliqué hier qu'il s'agissait de la sixième grande caravane organisée par Horizon Lussier, afin d'initier les nouveaux propriétaires de véhicules récréatifs à ce mode de vie de nomades, qui attire chaque année de plus en plus d'adeptes d'aventure et de liberté.

Des 38 équipages qui sont partis hier, 32 se rendront jusqu'à Puerto Vallarta, au camping Tachos, où les caravaniers pourront séjourner pour approximativement 15 $ canadiens la nuitée. Bref, un voyage d'une durée de près de six mois pour 400 $ par semaine, incluant le coût de l'essence, de l'hébergement, de la nourriture, des assurances et des visites.

Cette année, M. Houle a indiqué que 70 % des caravaniers en étaient à leur première expérience en caravane.

« Le Mexique est un pays fantastique à découvrir. Sa culture, ses trésors historiques et son climat sont autant de facteurs qui font en sorte que les gens désirent de plus en plus y séjourner. Les Mexicains sont des gens chaleureux et recevant. Le réseau routier est bon, les autoroutes sont souvent plus belles qu'ici tandis que les routes secondaires n'ont pas d'accotement. Il faut s'habituer à la signalisation qui est différente », a indiqué M. Houle.

La caravane arrivera à Puerto Vallarta le 17 novembre prochain, après un séjour de 20 jours au Texas et de nombreux autres arrêts touristiques en route.

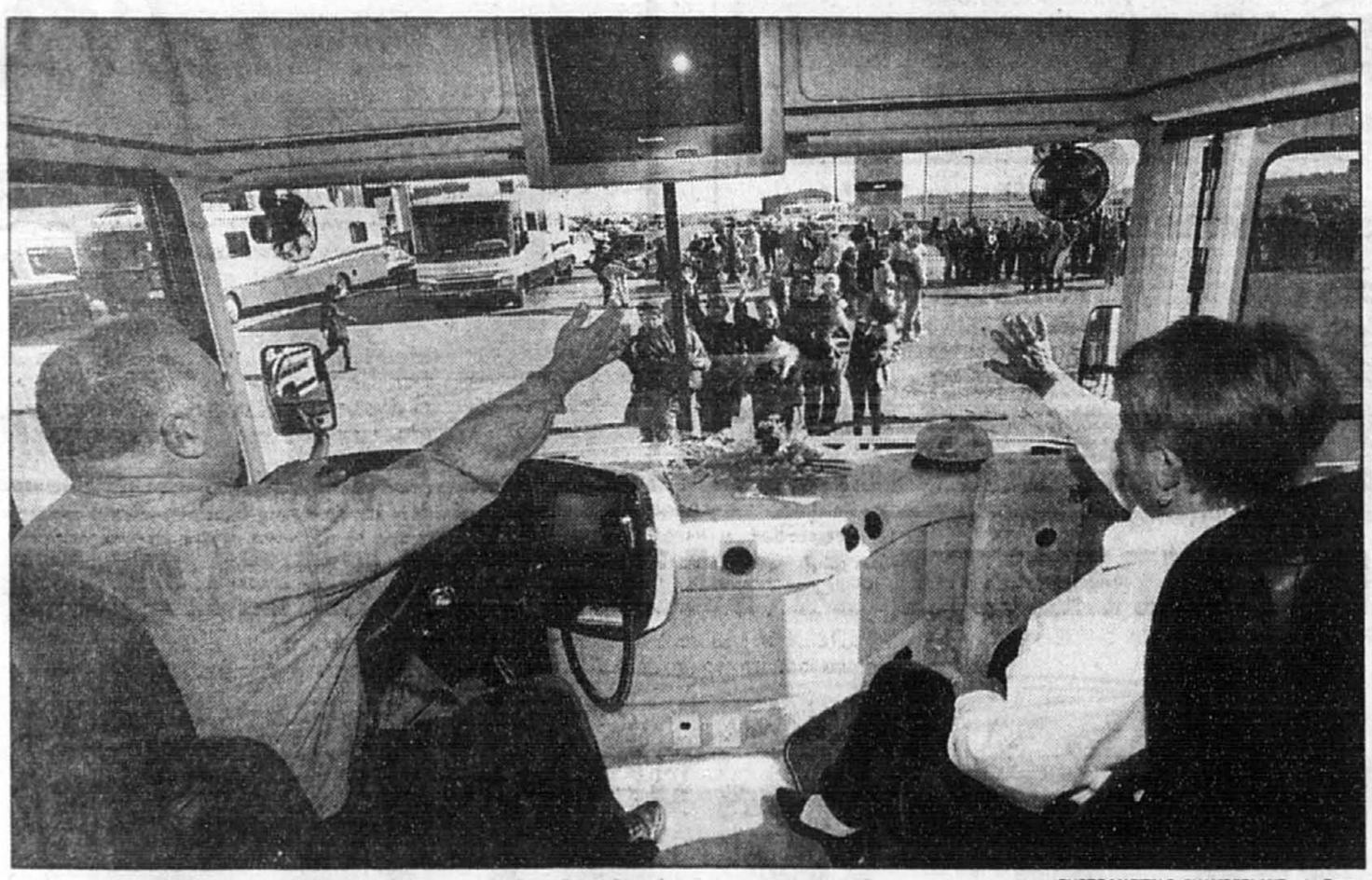


PHOTO MARTIN C. CHAMBERLAND, *La Presse*

Marc et Louise Darby, deux snowbirds caravaniers, ont pris la route hier matin avec 37 autres voyageurs en direction du Texas et du Mexique, un périple de plus de 6000 km derrière le volant d'une luxueuse autocaravane qui leur fera traverser le Mexique d'est en ouest jusqu'à Puerto Vallarta en passant par les villes historiques de Saltillo, Zacatecas, Queratarо, Morelia, Guadalajara et Ixtlan Del Rio.

Priorité à l'investissement

MICHÈLE OUIMET

Attirer des investissements. La prochaine administration municipale devrait s'attaquer à ce dossier en premier. Avant la réduction du fardeau fiscal et l'amélioration des services.

C'est du moins ce que souhaite la majorité des personnes interrogées dans le cadre d'un sondage SOM-*La Presse-The Gazette*, effectué du 18 au 22 octobre auprès de 1003 Montréalais. La marge d'erreur est de 3,5 %.

Sur une échelle de 0 à 10, où 10 constitue la note la plus élevée, SOM a demandé quelle était la priorité numéro un, le dossier le plus urgent sur lequel le nouveau maire devrait travailler au lendemain des élections du 1er novembre.

Étonnamment, la question des investissements a obtenu 8,20 points, le score le plus élevé. Pourtant, le fardeau fiscal des contribuables est lourd et les nids-de-poule et les trottoirs glacés nombreux. Viennent ensuite la baisse des taxes (7,76), la négociation d'un pacte fiscal avec le gouvernement du Québec (7,55), à égalité avec l'amélioration des services municipaux (7,54), la construction de logements sociaux (6,76) et la privatisation des services (5,22).

Certaines promesses faites par les candidats à la mairie ont été reprises par SOM, comme la tenue de référendums sur des enjeux municipaux. Plus de la moitié des électeurs interrogés (55 %) sont très ou plutôt favorables à cette forme de consultation.

Sur la réduction du nombre de conseillers municipaux — il y en a actuellement 51 —, la moitié des Montréalais (49 %) sont séduits par cette promesse faite par Jean Doré et Jacques Duchesneau. Seulement le quart des personnes interrogées (23 %) optent pour le statu quo.

Quant à l'idée d'étendre le territoire de Montréal aux limites de l'île de Montréal, 62 % des répondants sont tout à fait ou plutôt d'accord. Les deux tiers des francophones appuient cette idée qui revient régulièrement sur le tapis depuis 30 ans, alors qu'à peine la moitié des anglophones et allophones y souscrivent.

La majorité des Montréalais ne veut pas que la politique provinciale fasse irruption dans les débats municipaux. Ils préfèrent, dans une proportion de 61 %, que Pierre Bourque, Jacques Duchesneau, Jean Doré et Michel Prescott ne se prononcent pas sur la délicate question de la souveraineté. Et les francophones sont plus sensibles : 65 % d'entre eux disent que les chefs devraient éviter le sujet, comparé à 54 % chez les anglophones et les allophones.

Toujours dans la veine politique, on constate que plus de la moitié (54 %) des partisans de Jacques Duchesneau ont l'intention de voter pour le Parti libéral lors des prochaines élections, comparé à seulement 34 % pour Michel Prescott, le chef du RCM, et 44 % pour Jean Doré.

Quant au maire Bourque, 58 % de ses supporters disent qu'ils appuieront Jean Charest.

Plus de 80 % des électeurs affirment aussi qu'ils vont aller voter, une affirmation qu'il faut prendre avec des pincettes. En moyenne, à peine un Montréalais sur deux prend la peine de se rendre aux urnes. En 1994, 47,5 % des gens s'étaient présentés aux bureaux de scrutin, alors qu'en 1990, ce chiffre était dégringolé à 36 %, du jamais vu.

Finalement, 73 % des Montréalais croient que la présence des partis politiques sur la scène municipale représente un avantage pour la vie démocratique.

SONDAGE

SOM *La Presse* *The Gazette*

■ La Ville de Montréal compte présentement 51 districts électoraux municipaux. Selon vous, quel serait le nombre idéal de districts électoraux?

Total *(n: 1003)*

20	30	40	50	60	Plus de 60	NSP/NRP
17,4	17,3	14,6	23,1	6,3	5,3	16,0

■ Certaines personnes pensent que la ville de Montréal devrait s'étendre à toute l'île de Montréal: une île, une ville. Êtes-vous... avec cette idée?

Total *(n: 1003)*

Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	NSP/NRP
33,1	28,4	17,6	15,5	5,3

■ Certains partis municipaux favorisent la tenue de référendums sur des enjeux municipaux. Êtes-vous... à cette procédure?

Total *(n: 1003)*

Très favorable	Plutôt favorable	Plutôt défavorable	Très défavorable	NSP/NRP
18,9	35,6	22,0	16,3	7,2

Infographie *La Presse*

SONDAGE

SOM *La Presse* *The Gazette*

■ Selon vous, est-ce que les candidats à des postes aux élections municipales devraient se prononcer sur la question de la souveraineté du Québec?

Total *(n: 1003)*

Oui	Non	NSP/NRP
33,8	60,9	5,3

■ Si des élections provinciales avaient lieu aujourd'hui au Québec, pour le candidat de quel parti voteriez-vous?

Total *(n: 986)*

Parti Québécois	Parti Libéral	Action Démocatique	Un autre parti	NSP/NRP
31,9	48,6	5,6	2,8	11,2

Infographie *La Presse*

LES MUNICIPALES 98

SONDAGE

SOM *La Presse* *The Gazette*

■ Priorités

Sur une échelle de 0 à 10, 0 signifie que ce n'est pas du tout une priorité et 10 signifie que c'est une priorité très importante

Privatiser des services	5,22
Construction de logements sociaux	6,76
Amélioration des services municipaux	7,54
Négocier un pacte fiscal	7,55
Réduire les taxes	7,76
Attirer des investissements	8,20

Infographie *La Presse*

PHOTO MARTIN C. CHAMBERLAND, *La Presse*

Seuls Jacques Duchesneau et Michel Prescott ont répondu à l'invitation de l'Association des professionnels et gens d'affaires chinois de Montréal, qui organisait un débat en plein dans le Quartier chinois.

Bourque boude un débat dans le Quartier chinois

Il se réjouit d'inaugurer les arches controversées

MARIE-CLAUDE GIRARD

Profitant d'un débat des candidats à la mairie, le Centre uni de la communauté chinoise de Montréal a demandé hier au maire Bourque de se prononcer clairement sur la création d'un centre culturel et d'affaires chinois, un projet que le regroupement juge de beaucoup plus important que les deux coûteuses portes qui seront inaugurées aujourd'hui sur le boulevard Saint-Laurent.

Seuls les candidats Duchesneau et Prescott se sont rendus à l'invitation de l'Association des professionnels et gens d'affaire chinois de Montréal, dont le président, Kenneth Cheung, a souvent pris des positions tranchées dans des dossiers touchant sa communauté.

Les deux candidats ont appuyé le projet de centre culturel. Ses promoteurs veulent en faire entre autres un point de convergence pour ceux qui veulent faire des affaires en Asie ou s'intéressent à la culture asiatique.

M. Bourque a expliqué à *La Presse* qu'il n'a pas voulu se présenter au débat. « Vous connaissez M. Cheung. C'est pas lui qui a contribué beaucoup à la communauté chinoise. J'avais pas d'affaires là », a indiqué le maire. Par contre, il assistera cet après-midi à l'inauguration d'une des deux fameuses arches qui auront coûté 600 000 $ à Montréal.

« Les plus belles portes en dehors de Chine », promet-il. « On attend 1000 personnes et plus. Alors là, je vais vraiment être avec la communauté chinoise, mais au sens large. La vraie communauté. »

Une affirmation qui a fait sursauter Walter Tom, représentant du Centre uni, un regroupement d'une cinquantaine d'associations de citoyens d'origine chinoise. « Pour M. Bourque, la vraie communauté chinoise est celle qui l'appuie ouvertement, comme la Chambre de commerce. Mais c'est le maire de tous les Montréalais. Il a le devoir de se présenter aussi devant les organismes communautaires. Pas seulement devant ceux qui lui plaisent. »

Des représentants du Centre d'amitié autochtone, du Service à la famille chinoise du Grand Montréal et d'une association de citoyens originaires de l'Inde prenaient part au débat.

M. Bourque s'est dit prêt à financer le centre culturel, mais seulement si Ottawa et Québec acceptent de dénouer les cordons de la bourse. « On ne peut pas faire ça seul. Je ne sens pas d'ailleurs une mobilisation de toute la communauté derrière ce projet-là. »

Ni Jean Doré ni son candidat dans le district Saint-Jacques, Sammy Forcillo, ne se sont présentés au débat. M. Forcillo, du temps où il était membre de l'administration Bourque, s'était engagé à défrayer 30 % du coût du projet alors évalué à 4 millions, soutient M. Tom. Plus tard, l'administration est revenu sur sa décision et a exigé l'aide des autres paliers de gouvernement, ajoute-t-il.

M. Bourque affirme avoir demandé l'aide des ministres Cauchon et Trudel. « C'était dans nos demandes. Ça n'a pas été retenu. » « Je pense qu'il y a en a quatre ou cinq, (projets) prioritaires à Montréal, dans Côte-des-Neiges, Centre-Sud, Immaculée-Conception. » Il remet toute possibilité d'entente avec les autres paliers de gouvernement après les élections.

Lors du débat, M. Duchesneau a déclaré que les sommes consacrées aux portiques auraient dû être dévolues à la réfection des trottoirs du Quartier chinois ou à la création du centre culturel. C'est aussi l'avis du Centre uni. « Pourquoi est-ce qu'on a gaspillé un an et demi de consultation publique pour arriver avec des portes qui, contrairement au centre culturel, ne faisaient pas partie des projets prioritaires de la Table de concertation ? », demande M. Tom.

Candidat pincé avec des faux billets de 1000$

ISABELLE HACHEY

Un candidat à la mairie de Joliette, le notaire Charles-André Fontaine, est accusé d'avoir tenté de mettre en circulation de faux billets de banque, un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de 14 ans.

Me Fontaine, qui tentera de déloger la mairesse Danielle Laferrière de son siège, le 1er novembre, a voulu « passer » six faux billets de 1000 $ à la Caisse populaire de Joliette, en octobre 1997. Il affirme que cet argent appartenait à l'un de ses clients et était destiné à l'achat d'un terrain.

« En campagne, les gens payent souvent en argent comptant », dit Me Fontaine, qui jure n'avoir jamais su qu'il s'agissait de fausse monnaie. « Je ne suis pas fou, je ne veux pas perdre mon droit de pratique pour six billets contrefaits ! » La GRC a porté des accusations en décembre dernier, et Me Fontaine subira son enquête préliminaire le 26 novembre.

Le candidat à la mairie de Joliette n'en est pas à ses premiers démêlés avec la justice. En 1983, il a été accusé d'un vol d'essence, une infraction commise alors qu'il était étudiant à l'Université de Sherbrooke. Il a plaidé coupable et a joui d'une libération inconditionnelle dans ce dossier. En 1986, il a dû payer 400 $ d'amende pour conduite avec facultés affaiblies, à Sherbrooke.

Candidat indépendant, Me Fontaine n'a jamais fait de politique. Il a déposé sa candidature à la toute dernière minute, alors que la mairesse Laferrière filait vers une réélection facile. « Je m'intéresse à la politique municipale depuis deux ans, et je n'obtiens jamais de réponses à mes questions. Ce qui m'a vraiment décidé, c'est lors de la dernière assemblée du conseil, quand la mairesse a appelé la police pour me faire expulser ! »

Le notaire se dit découragé du peu de sérieux qu'on lui accorde à Joliette. La chambre de commerce de Joliette a refusé d'organiser un débat entre les deux candidats, alors qu'elle le fait habituellement lors de chaque campagne électorale. Hier, l'hebdomadaire local *L'expression* titrait « Une élection à la mairie inutile ? » en éditorial...

« Ma candidature n'a rien de frivole. Le problème, c'est qu'ici à Joliette, tout est tissé serré. Et je ne suis pas le candidat de l'establishment. »

Mme Laferrière dit quant à elle prendre la candidature de Me Fontaine au sérieux. « On ne minimise aucun adversaire », dit-elle, en avouant qu'elle ne s'y attendait pas du tout.

D'autre part, Me Fontaine semble avoir débuté sa campagne depuis un bon moment. En mai, il a déposé une requête en Cour supérieure pour destituer Mme Laferrière, qui est aussi notaire. En 1996, alors qu'elle était mairesse, Mme Laferrière a rédigé un contrat pour un citoyen qui s'était porté acquéreur d'un terrain appartenant à la Ville. L'acte de vente a été signé par un collègue de Me Laferrière, parce que la mairesse ne voulait pas de « problèmes déontologiques ».

La requête a été rejetée pour délais trop longs, mais la mairesse a été réprimandée par le syndic de la Chambre des notaires, qui a clairement vu dans cette affaire une « apparence de conflit d'intérêts ».

Le vote par anticipation aujourd'hui

C'est aujourd'hui que se tient le vote par anticipation à Montréal, à l'intention des personnes handicapées, du personnel politique et de toute personne ayant de motifs sérieux de croire qu'elle ne pourra aller voter dimanche prochain.

Le vote par anticipation n'est pas ouvert à tous. La procédure est plus longue, chaque électeur devant indiquer ses noms et adresse sur un carton avant de le signer devant le scrutateur.

Pour connaître l'adresse du bureau où se tient le vote par anticipation, on peut téléphoner au 872-5130. On attend aujourd'hui environ 3 % de l'électorat.

Gouffre culturel à Paris, numéro deux

Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale
PARIS

Commençons par un gros mea culpa.

Dimanche dernier, à propos des activités gouvernementales canado-québécoises en matière culturelle à Paris, j'avais mentionné la plus récente manifestation organisée par le Centre culturel canadien : une (excellente) exposition sur le cinquantenaire de *Refus global* sujet VRAIMENT susceptible d'intéresser les amateurs parisiens dans le domaine de l'art.

Ayant écrit que le cocktail ressemblait à une réunion de famille canado-québécoise « à l'abri de tout regard français », je dois aujourd'hui préciser que, dans cette réunion très familiale, s'étaient glissés une bonne demi-douzaine de journalistes français, représentant de bons journaux (*Art Press, Muséart, Libération* etc.). Et que, chose exceptionnelle, il y a eu un bel article (descriptif) d'une demi-page dès le lundi (18) dans le quotidien *Libération*. Avec des espoirs d'autres mentions dans des publications spécialisées. Pour Paris, c'est déjà un joli petit succès.

Cela ne change rien au fond du problème, qui est celui des interventions gouvernementales dans le domaine artistique en France, et de l'efficacité et de la « rentabilité » de ces interventions — je parle de rentabilité car les ministres et responsables culturels se donnent presque toujours comme objectif de stimuler les « industries culturelles » en France. Et beaucoup plus rarement de dépenser de l'argent pour des manifestations de prestige à fonds perdu — mais cela aussi peut légitimement exister.

Le problème, donc, à propos de *Refus global*, n'était pas le sujet (pour une fois très valable) de l'exposition, mais le lieu où il se tenait. À l'automne de 1971 à Paris, il y avait eu une importante exposition consacrée au Mouvement automatiste montréalais. La petite différence, c'est que cette expo se tenait au Grand Palais, qui est un lieu artistique très prestigieux. Tous les gens de bon sens à Paris comprennent la différence colossale entre les deux endroits : une expo tenue au Grand Palais devient automatiquement un événement parisien, couvert par tous les médias. Donc, dans la mesure du possible, il est hautement souhaitable que les événements artistiques de ce genre — même lourdement subventionnés par le gouvernements — se fassent dans des lieux professionnels français, publics ou privés.

De la même manière — concernant le Cinéma du Québec organisé début novembre au Cinéma des cinéastes à Paris — un film québécois n'a une (modeste) chance de marcher en France que s'il est présenté dans un cadre français normal (acheté par un distributeur ou une télé, ou présenté dans un bon festival), et non pas dans un cadre québécois officiel. Un « événement » cinématographique essentiellement financé par la Sodeq et des pouvoirs publics québécois est l'équivalent d'une publication littéraire à compte d'auteur.

Admettons que de temps à autre les gouvernements financent des manifestations officielles, dans le but modeste et vague de montrer une « vitrine » en France, une autre bonne idée pour les ministres, responsables officiels et autres diplomates, consisterait à se faire les plus discrets possible. Dans le domaine culturel, l'irruption pesante de responsables politiques aurait plutôt tendance à tuer l'événement, à lui donner une coloration « officielle » qui fait fuir les amateurs.

De la même manière, il est bien peu productif, lorsque par exemple sort le film *Le Confessionnal* de Robert Lepage, qu'on trouve écrit en long et en large en bas des affiches, des remerciements aux services culturels du Québec et du Canada : de quoi donner aux passants l'idée qu'il s'agit d'un film gouvernemental ! Imagine-t-on, au Met à New-York, que les généreux mécènes — pétroliers ou informaticiens — infligent une demi-heure de discours officiels avant chaque opéra, rien que pour rappeler leur propre générosité ? Même quand ils subventionnent à fond, à bon escient de préférence, les gouvernements devraient se faire aussi invisibles que possible. Ce qui est loin d'être le cas actuellement.

Admettons de nouveau que — même en période de sévères coupes budgétaires — un gouvernement (canadien) décide de se payer une « vitrine » permanente à Paris. Cela n'a rien de scandaleux, et on trouve à Paris des centres culturels des pays les plus divers. Cela ne donne presque jamais de résultats immédiats, mais cela ne peut pas nuire non plus aux divers créateurs.

S'agissant d'une vitrine, on suppose qu'elle serait logiquement installée en un lieu parisien sympathique, où il y a du passage, où les gens ont envie de venir. Cela peut paraître trivial, mais à Paris beaucoup de gens connaissent la Maison du Danemark (pays de six millions d'habitants), pour cette double raison qu'elle est située aux Champs-Élysées, et que le centre culturel est couplé avec un restaurant typiquement danois, de bonne qualité et très recherché.

Il y a de cela dix ou douze ans, un diplomate canadien m'avait amené à la place de la Bastille où l'ambassade songeait à installer le Centre culturel, après avoir vendu le princier hôtel particulier de la rue de Constantine. Je trouvais l'idée étonnamment bonne et audacieuse venant de la part de bureaucrates. J'imaginais naïvement un lieu convivial où il y aurait eu un café-restaurant, avec des journaux à lire, une boutique pas trop glauque, diverses salles (petites) d'exposition, de projection ou de spectacle. Et que ce lieu multiple, situé face à l'Opéra-Bastille, aurait pu devenir un endroit amusant, convivial et recherché, comme cela existe parfois à Paris (et à la fin, même des journalistes y viennent !).

Mais c'était rêver : la décision de vendre la rue de Constantine (dans un marché immobilier déprimé) devenait une affaire trop compliquée. Pour les cafés ou commerces, de toutes manières, il semble que la religion de la bureaucratie d'Ottawa interdit de vendre le moindre objet dans un local officiel (mais pourquoi alors ne pas le confier à des sous-traitants ?). Résultat : on a gardé le Centre culturel, et on y a fait pour sept millions de travaux. À l'heure actuelle — chiffre à vérifier — on doit y dénombrer plus de vingt salariés. Pour une affluence assez modérée.

Un simple petit détail donnera une idée de l'intrépidité des responsables culturels officiels : ce centre culturel situé sur une rue déserte fait, avec beaucoup de soin, une exposition qui a coûté un certain montant. On suppose donc que c'est fait pour attirer du public. Or, non seulement l'édifice ferme tous les jours à 18 heures, ce qui est tôt pour Paris, mais encore ferme les samedis et dimanches, les deux jours où les gens ont des loisirs. Au cas où des foules voudraient envahir ces magnifiques locaux, par ailleurs d'une propreté irréprochable !

Le moteur ionique fait son entrée dans l'espace

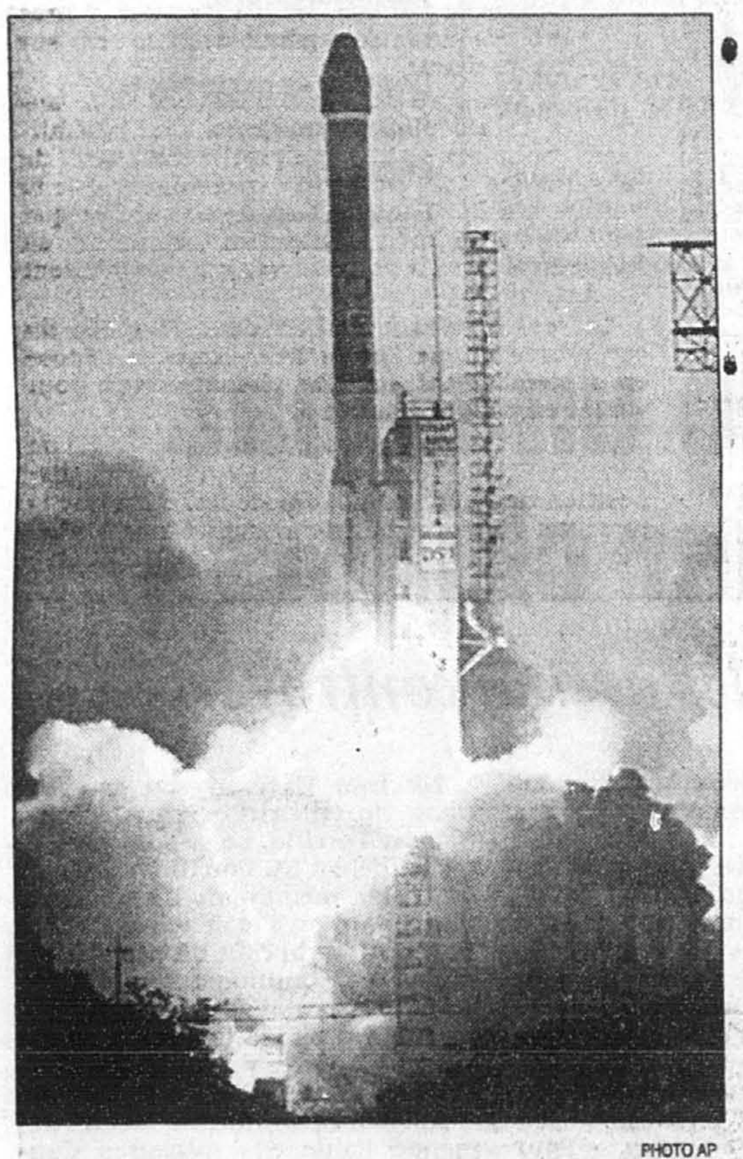


PHOTO AP

Hier, la NASA a lancé l'engin *Deep Space One* (DS1), première sonde spatiale de l'histoire à fonctionner principalement avec un moteur ionique.

Agence Science-Presse

Il a fallu à la sonde spatiale *Pathfinder*, en 1996-97, huit mois pour atteindre la planète Mars. Mais avec un tout nouveau mode de propulsion désormais à notre portée, il ne faudrait que quelques semaines.

On appelle ça la propulsion ionique. Les auteurs de science-fiction en ont rêvé depuis les années 40. Hier, la NASA a lancé l'engin *Deep Space One* (DS1), première sonde spatiale de l'histoire à fonctionner principalement avec un moteur ionique. Elle a coûté 152 millions de dollars ; c'est le premier engin lancé par la NASA dans le cadre de son programme New Millenium pour mettre au point les techniques susceptibles d'être employées pour les futures générations d'engins spatiaux.

La sonde, d'un poids de 490 kilos pour une hauteur d'à peine 2,5 m, doit notamment survoler en juillet prochain l'astéroïde 1992 KD et analyser les particules électriquement chargées dans l'espace, le plasma.

Il faut savoir que le moteur ionique ne constitue pas tout à fait une première puisque le Centre de recherche Lewis de la Nasa a conçu un moteur ionique dès 1960. Le tout s'appuie sur un principe connu en physique depuis un siècle, appelé ionisation, par lequel un atome acquiert une charge électrique lorsqu'il perd un ou plusieurs électrons.

Le truc, pour faire fonctionner un moteur ionique, consiste donc à provoquer cette ionisation, de façon à ce que « l'électrification » contribue à éjecter les atomes dans l'espace à une très grande vitesse. Avec chaque atome éjecté, la poussée du vaisseau augmente.

Mine de rien, c'est un virage majeur pour l'astronautique : parce que presque tout ce qui a été conçu jusqu'ici, de la navette spatiale jusqu'aux fusées V-2 des Allemands au cours de la Deuxième Guerre mondiale, avait toujours volé grâce aux mêmes « moteurs chimiques ». Et la différence majeure entre le chimique et l'ionique, c'est l'énergie dépensée : un moteur chimique nécessite une très grande quantité de carburant, donc d'immenses réservoirs : qu'on se rappelle, au temps de la conquête lunaire, les gigantesques fusées Saturne V, nécessaires pour envoyer là-haut trois hommes dans une minuscule capsule spatiale.

Même un satellite de communications, bien qu'il n'ait pas un long trajet à effectuer, doit transporter avec lui beaucoup de carburant, pour pouvoir effectuer pendant des années des ajustements à son orbite. Un moteur ionique représenterait donc une économie considérable, évaluait la revue Technologie France : 600 kg de moins, pour un satellite de 3,5 tonnes. « D'où la possibilité d'augmenter la charge utile, c'est-à-dire d'installer à bord des répéteurs, des canaux et des lignes supplémentaires, ou d'accroître la durée de vie du satellite ».

Joujou pour ingénieurs

On n'en est pas encore là. Bien que la technologie existe depuis 1960, elle n'avait encore jamais été utilisée, pour une raison qui rappelle la saucisse Hygrade : elle n'était pas jugée fiable parce qu'elle n'avait pas été assez testée, mais elle n'était pas testée parce qu'elle n'était pas jugée fiable. Tant que les vaisseaux de la NASA restaient extrêmement coûteux, personne n'avait envie de prendre un tel risque.

Avec la nouvelle philosophie — faire plus avec moins — tout change : un échec pèse en effet moins lourd pour une machine de 140 millions (comme *Deep Space 1* et *2*, cette dernière devant être envoyée en 1999) que pour une qui vaut un milliard (comme *Cassini*, lancée l'an dernier vers Saturne).

« Cette mission prendra des risques afin que les missions futures n'aient pas à en prendre », explique sur toutes les tribunes le directeur de la mission, Marc D. Rayman. Conséquence : bien qu'elle ait « officiellement » pour mission d'aller photographier un astéroïde en juillet 1999, DS1 est, en réalité, une expérience technique. Elle sert à tester les nouveaux joujoux qui équiperont peut-être les futurs vaisseaux spatiaux : le moteur ionique, un appareil de télécommunications deux fois moins lourd et trois fois moins coûteux, un équipement électronique « ultra-miniaturisé » et surtout, un système informatique capable de guider la sonde, sans aide de la Terre.

En revanche, plus le voyage dure longtemps, et plus on sent la différence. Au bout d'un an — à condition que l'engin ait à bord suffisamment de « carburant », c'est-à-dire le gaz qu'elle peut ioniser — la propulsion ionique est 10 fois plus efficace que la propulsion chimique. Elle n'en a pas moins un défaut : elle n'est pas forte sur l'accélérateur. La vitesse augmente certes avec chaque ion éjecté, mais cette progression exige de la patience : deux jours et demi pour atteindre 100 kilomètres/heure ! En imaginant les choses au mieux — progrès technologiques, générateur nucléaire à bord et voyage de très longue durée — ce ne serait donc plus par dix, mais par 100 qu'on pourrait multiplier le gain d'efficacité par rapport à un moteur chimique. Ce qui permettrait d'atteindre jusqu'à 1 % de la vitesse de la lumière.

Ça ne met pas tout à fait les étoiles à notre portée — 400 ans pour atteindre l'étoile la plus proche à cette vitesse ! — mais ça les met soudain beaucoup moins loin, puisqu'il faudrait actuellement 10 000 ans !

Retrouvez Annie Pelletier et Michel Côté au Maroc.
Ils participeront à une chasse aux trésors dans un souk.

19h
FORT BOYARD

VOTRE SOIRÉE TVA

18 h Le TVA, édition 18 heures
18 h 30 La vie est un sport dangereux
19 h Fort Boyard
20 h Ciné-dimanche : *La vérité sur les chats et les chiens* Avec Uma Thurman
22 h Simon Durivage : *Montréal, c'est quoi ma ville ?*
23 h Le TVA, édition réseau

TVA
Le réseau d'ici

LA VIE EST UN SPORT DANGEREUX Ce soir 18h30

Un médecin pro-avortement est abattu

L'homme tombe sous les balles d'un tireur isolé, dans l'État de New York

AP, PC et Reuter
AMHERST, New York

Un médecin américain qui avait été la cible de manifestations anti-avortement, par le passé, a été tué par un tireur isolé à son domicile d'Amherst, dans l'ouest de l'État de New York, a fait savoir hier la police.

Le Dr Barnett Slepian, 51 ans, a été atteint dans le dos d'une balle tirée à travers la fenêtre de sa cuisine, vendredi à Amherst, en banlieue de Buffalo.

Ce meurtre est survenu à peine quelques jours après que les autorités américaines et canadiennes eurent émis une mise en garde au sujet d'éventuelles agressions de médecins pratiquant des avortements.

Les enquêteurs croient que le tireur ait ouvert le feu depuis la cour arrière du domicile du médecin.

« Quelqu'un attendait », a déclaré hier le chef de police d'Amherst, John Askey.

L'assassin demeurait en liberté, hier, des recherches menées au moyen d'un hélicoptère s'étant avérées vaines. La police a d'ailleurs fait savoir qu'elle ne suspectait encore personne pour ce meurtre.

Le Bureau fédéral d'enquêtes (FBI) et le Bureau fédéral de l'alcool, du tabac et des armes à feu ont entrepris une enquête sur cette affaire.

Mardi, le FBI et la police canadienne avaient dit craindre que les médecins pratiquant des avortements dans le nord de l'État de New York ainsi qu'au Canada puissent être victimes d'agressions d'ici au Jour du souvenir, le 11 novembre.

Trois médecins canadiens et un autre des environs de Rochester, dans l'État de New York, ont été blessés après avoir été la cible de tireurs. Dans chacun des cas, les spécialistes ont été atteints au moyen d'une balle provenant d'une arme à feu de forte puissance, le coup ayant été tiré à travers une fenêtre.

Le Dr Slepian a été abattu à travers une fenêtre dépourvue de rideaux, peu après qu'il fut rentré, en compagnie de sa femme, de leur temple juif, selon l'adjoint au chef de police d'Amherst, Frank Olesko.

Les quatre enfants du couple se trouvaient également à la maison, au moment de l'agression, mais celle-ci n'a fait aucune autre victime. Cette attaque est similaire à celles dont ont été victimes d'autres médecins pratiquant des avortements, ces dernières années, à peu près à la même époque.

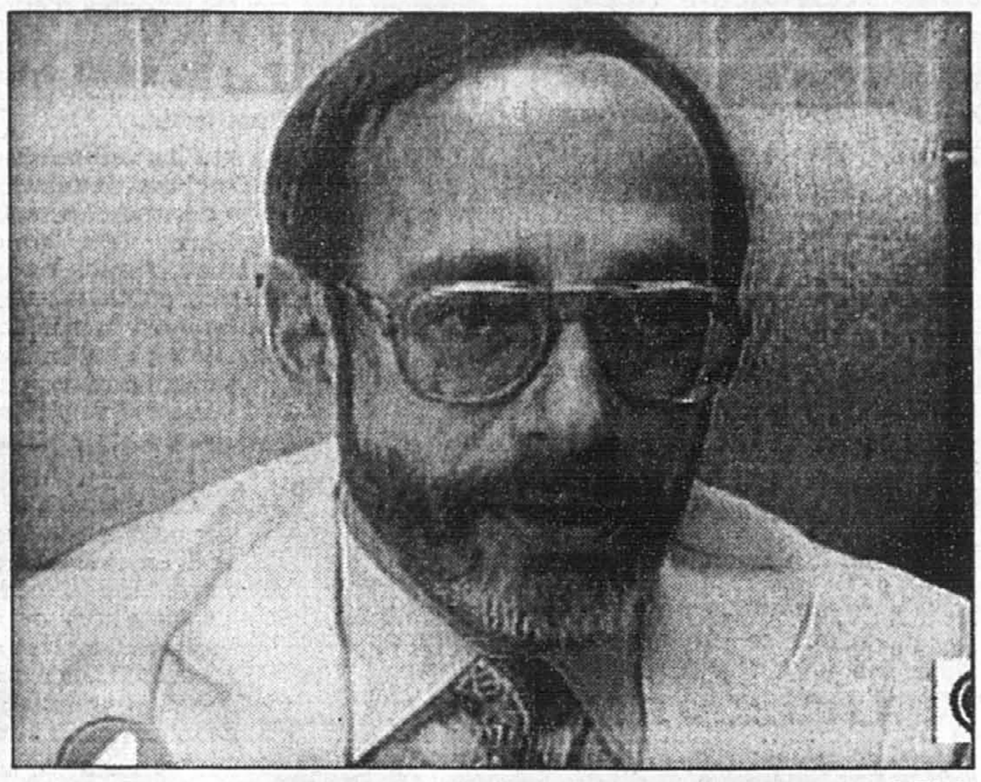


PHOTO AP

Le docteur Barnett Slepian, au cours d'une interview le 23 octobre dernier à Amherst, New York.

Depuis 1994, trois d'entre deux, tous Canadiens, ont été blessés au moyen de coups de feu, chez eux, à la mi-novembre. Ces agressions sont parfois nommées « fusillades du Jour du souvenir » parce qu'elles sont survenues à quelques jours du 11 novembre.

Un détachement spécial constitué de membres du FBI, de la Gendarmerie royale du Canada, du FBI et de la police de Winnipeg estime que l'agression dont a été la cible, le 28 octobre 1997, un médecin de Richmond, dans l'État de New York, puisse être liée aux autres.

La police, qui n'a encore procédé à aucune arrestation, a fait savoir qu'elle ne détenait aucune preuve que ces personnes aient été attaquées parce qu'elles pratiquaient des avortements.

Des médecins canadiens devaient tenir une rencontre à huis clos, en fin de semaine, afin de décider d'une récompense devant éventuellement permettre de mettre la police sur une piste.

Avant le meurtre de vendredi, la plus récente agression était survenue le 11 novembre 1997. Le Dr Jack Fainman avait alors été atteint d'un coup de feu à l'épaule droite, chez lui à Winnipeg.

Deux ans plus tôt, le 10 novembre 1995, le Dr Hugh Short avait été atteint au coude, également par une balle, alors qu'il regardait la télévision à domicile, à Ancaster, en Ontario.

La première agression était survenue le 8 novembre 1994. Le Dr Garson Romalis avait été blessé à une jambe alors qu'il déjeunait chez lui, à Vancouver.

Elle aurait été infidèle...

Agence France-Presse
LONDRES

La princesse Diana a trompé le prince de Galles avant que celui-ci ne lui soit infidèle, affirme une amie de l'héritier du trône d'Angleterre dans un livre dont The Mail on Sunday commence la publication aujourd'hui.Toute la presse britannique se fait l'écho de cet ouvrage de Penny Junor pour lequel elle a rencontré une trentaine de familiers du prince. «Charles : victim or villain?» (victime ou coupable?) doit sortir en librairie le 14 novembre à l'occasion du cinquantième anniversaire du prince.L'auteur affirme que l'échec du mariage princier est dû à une liaison de Diana avec un de ses gardes du corps.

Diana et Dodi victimes d'un banal accident de la route

Agence France-Presse
PARIS

L'état d'ébriété du chauffeur et un accrochage avec une autre voiture sont les causes principales de l'accident dans lequel la princesse Diana et son ami Dodi al-Fayed ont trouvé la mort le 31 août 1997 à Paris, selon le rapport définitif des experts de la gendarmerie.

Le rapport, dont le quotidien *Le Figaro* fait état dans son édition d'hier, écarte la défaillance technique de la voiture et exclurait la thèse du complot, défendue par le milliardaire égyptien Mohammed al-Fayed, père de Dodi.

Établi par l'Institut de recherche criminologique de la gendarmerie nationale (IRCGN), ce document de 500 pages sera remis le 31 octobre au juge Hervé Stéphan chargé du dossier, lui permettant ainsi de boucler l'instruction, et rendu public le 2 novembre, a-t-on appris hier de source proche de l'enquête.

Les conclusions des gendarmes n'apporteraient aucun élément nouveau sur l'éventuelle responsabilité des neuf photographes et du motard de presse mis en examen (inculpés) pour homicide, blessures involontaires et non-assistance à personne en danger.

L'état d'ébriété du chauffeur Henri Paul est à l'origine de l'accident, selon les experts de la gendarmerie. Également tué, il avait un taux de 1,75 à 1,80 gramme d'alcool par litre de sang, selon des analyses qui ont également révélé des traces de Prozac, un anti-dépresseur.

Le rapport met également en évidence un accrochage avec une Fiat Uno de couleur blanche, qui n'a jamais été retrouvée, malgré des milliers de contrôles.

La Mercedes de la princesse a été « légèrement éraflée » par ce véhicule, avant de percuter le 13e pilier du tunnel de l'Alma, heurté « à une vitesse approximative de 100 km/h », soulignent les experts de l'IRCGN.

Les premières estimations de la police faisaient état d'une vitesse beaucoup plus élevée, de l'ordre de 180 km/h.

Une trace de freinage longue de seize mètres avait été relevée le soir même de l'accident sur les lieux du drame.

Les conclusions des experts écartent en revanche les thèses d'un sabotage ou d'une défaillance mécanique.« Les analyses techniques (de la Mercedes) ont pu mettre en évidence que la voiture n'a fait l'objet d'aucun sabotage et que les freins ABS ont parfaitement fonctionné, au même titre que l'Airbag du véhicule au moment du choc ».

Le seul survivant de l'accident, le garde du corps britannique Trevor Rees-Jones, a déposé en septembre dernier une plainte contre pour « mise en danger d'autrui ».

Cette plainte vise principalement la société de location Étoile-Limousine, qui avait mis à disposition de l'hôtel Ritz la Mercedes, ainsi que la direction du palace parisien, propriété de Mohamed al-Fayed, ancien employeur du plaignant.

Vente de PIANOS
PIANO NEUF 3 195 $
PIANO à QUEUE NEUF 8 495 $
Grande sélection de pianos usagés
Droit 950 $
Piano d'appartement 1 950 $
Yamaha 2 150 $
Steinway (à queue) 25 000 $
Mason & Risch (à queue) 3 950 $
Baldwin à queue 12 000 $
Plus taxes
Le plus grand choix de pianos neufs et usagés au Canada
PLUS DE 100 MODÈLES EN MONTRES
R. Bouthillier Musique
3338, rue Bélair · 722-8741

SALON ENTREPRENEURSHIP, TRAVAIL AUTONOME ET EMPLOI
cap SUR LA RÉUSSITE
• VOUS ÊTES TRAVAILLEUR AUTONOME OU PROPRIÉTAIRE D'UNE ENTREPRISE ?
• VOUS DÉSIREZ PARTIR EN AFFAIRES ?
• VOUS ÊTES À LA RECHERCHE D'UN NOUVEL EMPLOI ?
Entrée et stationnement gratuits
LES ACTIVITÉS DU SALON :
• Conférences et ateliers
• Centre d'emplois du salon (apportez votre c.v.)
• Tout sur les franchises et les micro-franchises
HORAIRE DES ATELIERS
• COMMENT EFFECTUER UNE RECHERCHE D'EMPLOI EFFICACE
Dimanche de 10h30 à 11h30
• STRATÉGIS : LE POUVOIR DE L'INFORMATION EN AFFAIRES
Dimanche de 13h à 14h30
• PARTIR EN AFFAIRES : PAR OÙ COMMENCER
Dimanche de 14h45 à 16h45
CENTRE CLAUDE ROBILLARD,
1000 av. Émile-Journault
Du 23 au 25 octobre
Heures d'ouverture
Vendredi : 11h00 à 21h00,
Samedi et dimanche : 10h00 à 17h00
e-mail www.cle-en-main.qc.ca
pour informations (514)-990-9717
DERNIÈRE JOURNÉE
Commanditaire principal
Desjardins Bell Postes Canada Canada Post
Les caisses Desjardins de l'île de Montréal
Gouvernement du Québec Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Emploi-Québec
CKAC730 Radio Média

Célébrités...

40e ANNIVERSAIRE DE MARIAGE
PAULINE VIGER ET JEAN-GUY HOTTE
Félicitations ! De la part de vos filles, gendres, petits-enfants, parents et amis.
Célébrités...
Pour plus de renseignements
285-6999 ou 285-7274
La Presse
Appels interurbains sans frais : 1 (800) 361-5013

CECI L'AVENIR est dans la COOPÉRATION INTERNATIONALE
Tél.: (514) 875-9911
http://www.ceci.ca/ceci/

loto-québec résultats

649 — Tirage du 98-10-24
19 20 21 27 34 43
Numéro complémentaire: 3

Québec 49 — Tirage du 98-10-24

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 $
5/6+	0	50 000,00 $
5/6	15	500,00 $
4/6	975	50,00 $
3/6	19 778	5,00 $

14 23 24 25 29 49
Numéro complémentaire: 1
Ventes totales: 600 908, 00 $

Banco — Tirage du 98-10-24
4 9 13 19 26 28 30 31 32 34 38 40 42 43 44 48 57 63 67 68

Quotidienne — Tirage du 98-10-24
3 4
040 5337

Extra Vendredi — Tirage du 98-10-23
NUMÉRO: 992656

Extra Samedi — Tirage du 98-10-24
NUMÉRO: 992356

Super 7 — Tirage du 98-10-23
7 9 16 21 27 35 45
Numéro complémentaire: 13
Ventes totales: 9 844 892 00 $
Prochain gros lot (approx.): 10 000 000 $

	GAGNANTS	LOTS
7/7	0	8 500 000,00 $
6/7+	0	174 717 80 $
6/7	55	2 779 60 $
5/7	4 068	134 30 $
4/7	82 974	10,00 $
3/7+	79 717	10,00 $
3/7	688 132	partic. gratuite

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Une unité des Forces a espionné militaires et autochtones

Presse Canadienne
OTTAWA

Une unité spéciale des Forces armées canadiennes a espionné des militaires et des manifestants autochtones, en plus d'installer des caméras cachées afin de surveiller des employés du ministère de la Défense nationale soupçonnés de vol, et ce, même si elle ne disposait pas des autorisations nécessaires.

Selon des documents obtenus par le quotidien *Ottawa Citizen* en vertu de la Loi d'accès à l'information, la section des opérations spéciales de l'unité des enquêtes spéciales des Forces armées canadiennes a installé des caméras de surveillance à l'insu de militaires et d'employés civils de bases à travers le pays, à au moins six reprises, entre 1993 et 1995.

Le mandat de cette section est de faire enquête sur les activités d'espionnage et de terrorisme, et de rassembler des informations sur toute source de menace immédiate pour la sécurité nationale.

Selon des avocats, les militaires sont tenus d'obtenir des mandats avant de recourir à des caméras cachées afin d'espionner des employés. Les documents rendus publics par le quotidien d'Ottawa ne font état que d'un seul mandat autorisant les militaires à utiliser de telles caméras, à cette époque.

Des documents portant sur les années 1990 à 1995 démontrent également que :

— les avocats du ministère de la Défense nationale ont surveillé d'actuels et anciens employés soupçonnés de vols mineurs ou de vente de cigarettes de contrebande, bien que cette surveillance ne semble pas avoir permis de faire la preuve de beaucoup de cas d'inconduite ;

— l'unité a espionné des manifestants autochtones à Ipperwash, en Ontario, en 1993 ;

— l'année suivante, cette même unité a été placée en état d'alerte afin de surveiller la réserve d'Oka, au Québec, et les réserves environnantes, alors que la tension y montait ;

— l'équipe de surveillance a fouillé les valises de militaires prenant l'avion à l'aéroport d'Ottawa, à la recherches d'armes, mais n'a absolument rien trouvé.

Le capitaine Alain Bissonnette, porte-parole du prévôt des Forces armées canadiennes, a indiqué que l'unité des enquêtes spéciales consultait les avocats de l'armée sur la nécessité d'obtenir ou non un mandat avant chacune de ses missions, et qu'elle respectait la loi.

Colère et frustration chez Volvo

Presse Canadienne
HALIFAX

Les travailleurs de Volvo Canada qui avaient occupé une usine de montage d'Halifax condamnée à fermer ses portes afin de protester contre les indemnités offertes par le constructeur, cette semaine, ressentaient colère et frustration, hier, à la suite de l'annulation de négociations prévues avec la direction.

Dans le but de contraindre la compagnie à améliorer ses offres d'indemnités de licenciement, quelque 30 travailleurs occupaient l'usine depuis mercredi. Ils avaient accepté de quitter les lieux, vendredi, après que les dirigeants de l'usine leur eurent promis de les rencontrer le lendemain, a indiqué Larry Wark, du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automnobile.

Selon M. Wark, ces entretiens n'ont finalement pas eu lieu. « La compagnie renonce à cette rencontre », a-t-il déclaré.

« L'usine demeure fermée, a ajouté le représentant syndical, et la guerre continue. »

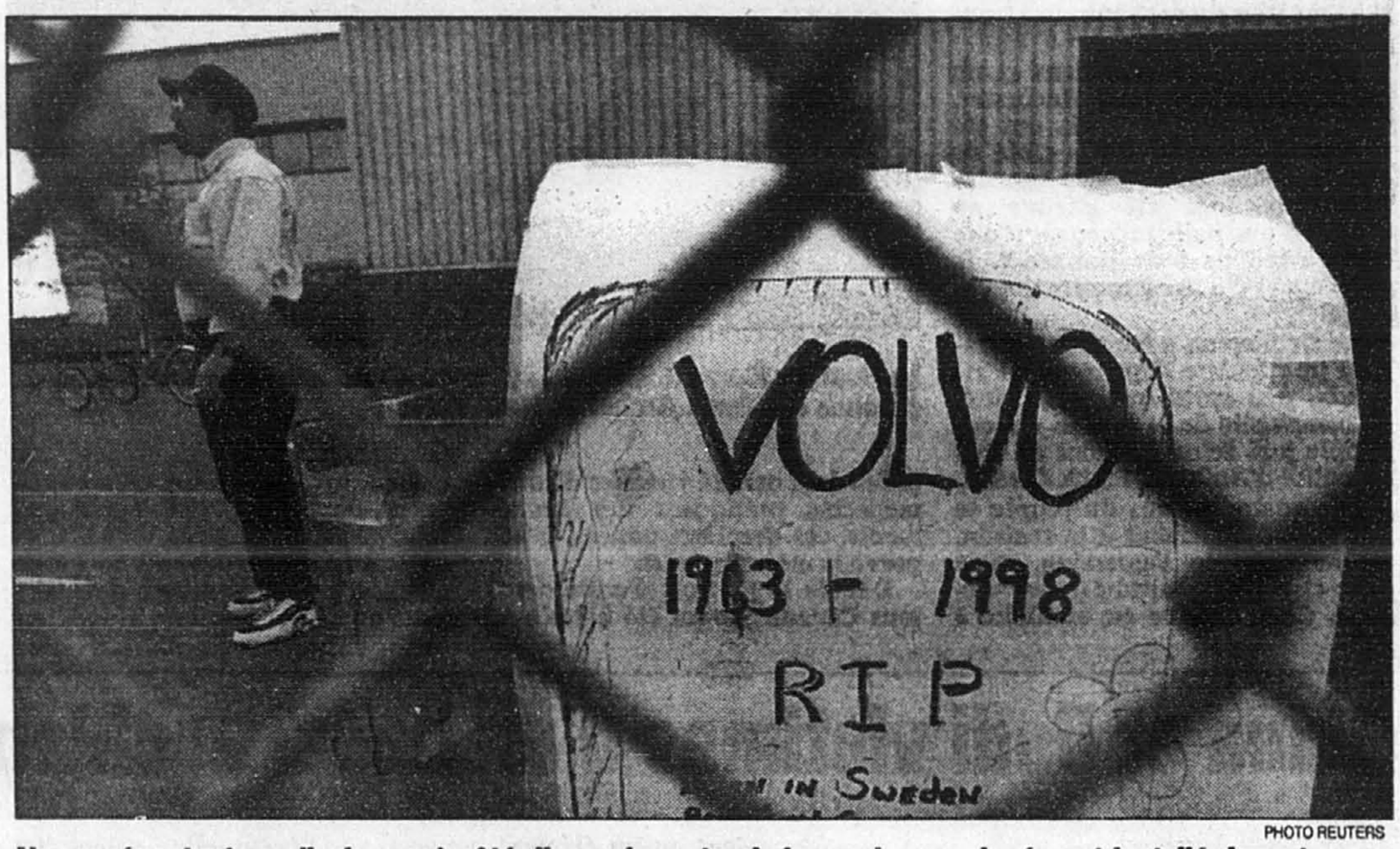


PHOTO REUTERS

Un représentant syndical pose à côté d'une pierre tombale que les employés ont installé devant l'usine Volvo de Halifax, qui doit fermer ses portes le 18 décembre.

Bien que les protestataires eurent quitté l'usine, vendredi, quelque 80 travailleurs se sont depuis postés devant l'entrée principale du bâtiment, a-t-il indiqué.

Selon M. Wark, Volvo Canada a affirmé aux travailleurs que leur rencontre était annulée parce que les responsables de la compagnie craignaient pour leur sécurité s'ils tentaient d'entrer dans l'usine. Toutefois, de nombreux travailleurs croient plutôt que la compagnie a fait la promesse d'un entretien dans l'unique but d'obtenir des travailleurs qu'ils mettent un terme à leur blocus, a-t-il dit.

Le mois dernier, Volvo Canada a annoncé que l'usine d'Halifax cesserait ses activités une semaine avant Noël. Cette fermeture se traduira par 223 mises à pied.

Débat demandé

Les trois principaux réseaux de télévision au Québec ont hier rendu officielle leur proposition d'un débat à Lucien Bouchard, Jean Charest et Mario Dumont, dans le cadre de la campagne électorale qui s'annonce.

Pour le consortium des réseaux, TVA, Radio-Canada et Télé-Québec, « la présentation d'un tel débat s'avère essentielle à la compréhension des enjeux au cours d'une élection de cette importance pour l'avenir du Québec ».

Les négociations pour le format de cette émission pourront commencer dès que les partis auront délégué des représentants, indique le regroupement des réseaux.

Recevant tout juste l'invitation, du côté du premier ministre Lucien Bouchard comme chez Jean Charest, on se contentait de prendre acte de l'invitation, qui sera évaluée dans les prochains jours, indique-t-on.

Au cours des dernières années, il y avait eu des débats entre Robert Bourassa et Jacques Parizeau, au référendum de 1992. À l'élection de 1994, M. Parizeau et Daniel Johnson avaient eu leur débat. Il n'y en a pas eu toutefois, à la campagne référendaire de 1995.

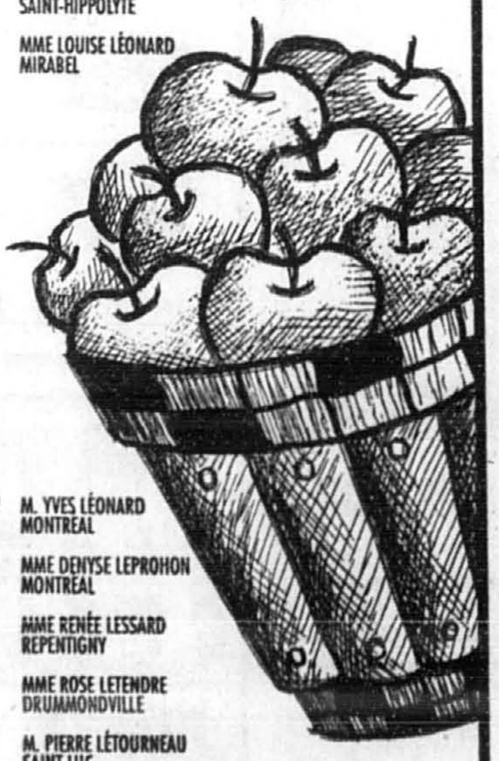
La supergrille du mois

Ne manquez pas notre prochaine Supergrille aujourd'hui même dans le cahier des sports.

Voici les gagnants

qui ont mérité le « Dictionnaire orthographique », le livre « L'orthographe déjouée » (édités et distribués par Mondia Éditeurs) et le fameux t-shirt « J'ai réussi » pour la Supergrille du 27 septembre dernier.

MME ANDRÉE PAQUIN MONT ROYAL
M. GILLES ARCAND MONTRÉAL
MME MARTINE ARSENAULT REPENTIGNY
M. PIERRE AUBRY MONTRÉAL
MME HÉLÈNE AUCOIN CHOMEDEY
M. JACQUES BEAULIEU LORRAINE
MME PATRICIA BÉLANGER LATUQUE
MME RÉGINE BÉLIZAIRE MONTRÉAL
MME FLORENCE BELVAL MONTRÉAL
M. CLAUDE BERGERON GRAND-MÈRE
M.MARCEL BERGERON LONGUEUIL
MME MONIQUE BISSON SHERBROOKE
MME NADINE BOUCHARD MONTRÉAL
M. LÉO BOULANGER CHAMBLY
MME ROBERTINE BOURGEOIS MONTRÉAL
MME ALINE BOUTIN VALLEYFIELD
M. CLÉMENT BRODEUR SAINT HYACINTHE
M. RÉJEAN BROUILLETTE VAL D'OR
MME LOUISE CADIEUX SAINT FAUSTIN
MME LOUISE CADIEUX MONTRÉAL
MME MARCELLE CAILLÉ MELBOURNE
MME MONIQUE CARON MONT SAINT HILAIRE
M. JEAN CHAINEY GATINEAU
MME PAULINE CHAMBERLAND BAIE COMEAU
MME JOHANNE CHAMPAGNE VARENNES
M. MARCEL CHAMPAGNE SAINT LAURENT
M. MARCEL CHAMPOUX REPENTIGNY
MME SOPHIE CHARLEBOIS CHATEAUGUAY
M. PAUL CLERK MONTRÉAL
M. GABRIEL CÔTÉ REPENTIGNY
MME MADELEINE COURCHESNE ILE DUPAS
M. ANDRÉ COURVILLE SAINTE ADÈLE
MME MICHELLE DANIS SAINT HILAIRE
MME CLAUDETTE DÉRY MONTRÉAL
MME LYNDA DESCHÊNES MONTRÉAL
M. JEAN GUY DRAPEAU MONTRÉAL
MME HÉLÈNE DUBÉ SAINT HUBERT
MME ÉLIZABETH DUBOIS VICTORIAVILLE
MME DIANE DUROCHER MONTRÉAL
MME JEANNINE ÉMARD REPENTIGNY
M. CHARLES FICHET JR. MONTRÉAL
M. RÉAL FONTAINE IBERVILLE
M. MAURICE GAGNÉ ANCIENNE LORETTE
MME GAÉTANE GAUDET ROUYN NORANDA
MME MARTINE GAUDET SOREL
M. CARL GINGRAS SHERBROOKE
MME ORISE GIROUX MERCIER
MME JOSÉE GRÉGOIRE IBERVILLE
MME COLETTE GRENIER SAINTE JULIENNE
MME FRANCINE GRENIER LAVAL
MME SUZANNE HART BÉRARD TROIS RIVIÈRES
MME DIANE HOULE REPENTIGNY
MME MONIQUE HYDON SAINT JEAN
M. ANDRÉ JOBIN FLEIGHSBURGH
M. JEAN YVES JUIN MONTRÉAL
MME JOCELYNE MÉNARD LASALLE
M. MATHIEU NOURRY MONTRÉAL
MME FRANCINE PARÉ LORRAINE
MME THÉRÈSE PELLETIER LOUISEVILLE
M. CLAUDE PÉPIN SHERBROOKE
M. DENIS PETRIN YAMASKA
MME MONIQUE POIRIER ILE PERROT
MME GABRIELLE PRUD'HOMME MONTRÉAL
MME JOCELYNE RENAUD MONTRÉAL
MME LOUISE RICHARD GRANBY
M. CLAUDE RIVEST ROSEMÈRE
M. JEAN ROUSSELET DOLLARD-DES-ORMEAUX
MME RACHEL ST JEAN HULL
M. MARIO TALBOT LAVAL
M. ROGER TREMBLAY MONTRÉAL
MME MANON TRÉPANIER LONGUEUIL
MME RAMZA KHAYAT SHAWINIGAN SUD
MME MARIELLE LACOMBE TROIS RIVIÈRES
J. LAJEUNESSE LAVAL
MME PIERRETTE LALANDE GRIGNON SAINT EUSTACHE
MME DOROTHY LANDRY REPENTIGNY
G. LANGEVIN CHATEAUGUAY
MME DANIELLE LAPORTE NOTRE-DAME-DES-PRAIRIES
M. GÉRARD LARIVIÈRE SAINT-MATHIEU-DU-PARC
M. JEAN MARC LARIVIÈRE GASPÉ
M. MARCEL LAVERGNE VICTORIAVILLE
MME GEORGETTE LAVIGNE BLAINVILLE
M. JEAN GUY LEBLANC SAINT-COLOMBAN
MME THÉRÈSE LECLERC SAINT-BONIFACE
MME MARGUERITE LEMAY MONTRÉAL
M. YVES LEMYRE SAINT-HIPPOLYTE
MME LOUISE LÉONARD MIRABEL



M. YVES LÉONARD MONTRÉAL
MME DENYSE LEPROHON MONTRÉAL
MME RENÉE LESSARD REPENTIGNY
MME ROSE LETENDRE DRUMMONDVILLE
M. PIERRE LÉTOURNEAU SAINT-LUC
MME LOUISE LORRAIN SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
MME RACHEL MARION MONTRÉAL
M. LAURENT MASSON SAINT-ELIE-D'ORFORD
M. CLAUDE MEILLEUR SHERBROOKE
MME GISÈLE TRUDEL LAVAL
MME CAROLE TRUDELLE MASCOUCHE
M. HENRI TURCOTTE MONTRÉAL
MME ARMANDE VILLENEUVE LAVAL

« Merci à tous ceux et celles qui ont participé. »

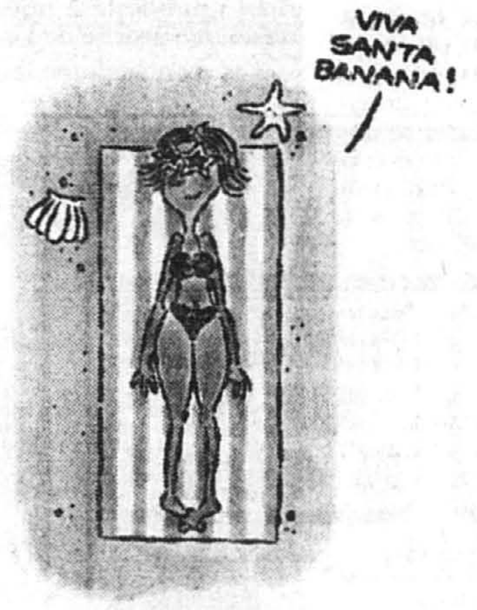
Prévoyez un délai de 4 à 6 semaines pour la réception de votre prix.

Ce concours est une collaboration de :

La Presse et Éditions du Phare / mondia éditeurs / Éditions du Phare

99208

2678364-O



LE PLAISIR DE VIVRE

Bien vivre au quotidien

Vous avez décidé de vous prendre en main? Bravo! Pour vous aider à vous y prendre de la bonne façon, *La Presse* vous offre gratuitement la nouvelle série de fascicules « Bien vivre au quotidien » rédigés par notre journaliste Carole Thibaudeau. Chaque fascicule compte 12 pages abondamment illustrées et déborde de conseils pratiques.

MERCREDI

Le plaisir de vivre

Qu'est-ce que le bonheur et comment y parvenir? Accepter d'être parfois malheureux. Les activités qui favorisent une bonne santé mentale. Consultez sans faute le fascicule de mercredi et vous saurez enfin ce qu'est le plaisir de vivre...

Les quantités étant limitées, réservez dès maintenant votre exemplaire de *La Presse* auprès de votre marchand de journaux.

C'EST GRATUIT DANS *LA PRESSE* DU SAMEDI ET DU MERCREDI JUSQU'AU 28 OCTOBRE.

La Presse en collaboration avec Assurance vie Desjardins-Laurentienne

2678509-M

Politique

Les libéraux de Charest rabrouent Chrétien

« Le vent de changement est plus fort qu'un seul homme », prévient Jean-Marc Fournier

DENIS LESSARD

Le premier ministre Jean Chrétien ne parle que pour lui-même quand il affirme que les demandes traditionnelles du Québec en matière constitutionnelle sont satisfaites.

Les Québécois ne sont pas de cet avis, pas plus que le Parti libéral du Québec, a souligné hier le porte parole du PLQ en la matière, Jean-Marc Fournier.

« Le vent de changement est beaucoup plus fort qu'un seul homme. Il y a un mois, Jean Chrétien disait que l'union sociale était finie. Il a dû se raviser par la suite, il s'aperçoit que le vent de changement vient de toutes les provinces » a dit M. Fournier. Pour lui « toutes les autres provinces disent : il faut que cela change. Le gouvernement Bouchard n'a tissé d'alliances avec aucune autre province, nous on en fera ! » ajoute-t-il.

Jean-Marc Fournier

Convoqué pour donner la réplique au conseil national du Parti québécois qui se terminait hier, le point de presse de M. Fournier et de son collègue Pierre Paradis a largement porté sur les déclarations-surprises de M. Chrétien, publiées par *La Presse*, hier.

Après que Jean Charest eut soutenu que comme fédéraliste il était le plus à même de convaincre le gouvernement fédéral d'apporter des changements à la Constitution, M. Chrétien plongeait son allié dans un profond embarras en soutenant qu'il n'était pas nécessaire, à son avis, d'enchâsser dans la Constitution le caractère « unique » du Québec. « La liste des demandes traditionnelles du Québec a été remplie », a dit M. Chrétien.

Au surplus, le premier ministre canadien affirme ne pas s'inquiéter d'une réélection du Parti québécois. « M. Bouchard est là en ce moment et moi aussi. S'il est réélu, il sera encore premier ministre et moi aussi », a laissé tomber M. Chrétien.

Hier, les deux députés libéraux Fournier et Paradis étaient plutôt laconiques sur cette sortie embarrassante. M. Chrétien « devra s'interroger sur le rôle qu'il voudra assumer dans les prochaines années », de lancer M. Fournier — un ancien lieutenant de l'organisation de Paul Martin au Québec.

Pierre Paradis

« M. Chrétien nous dit qu'après avoir fait un peu de progrès il veut se reposer sur le frein. Il semble comprendre que le désir des Québécois d'arrêter les chicanes signifiait arrêter le changement. C'est une très grande erreur. La volonté manifeste de tous les Québécois et de tous les Canadiens, c'est de moderniser le pays ; c'est pas Lucien Bouchard avec son recul ni Jean Chrétien avec son frein qui vont nous empêcher de mettre le pied sur le gaz », précise M. Fournier.

Au sujet du conseil national du Parti québécois, M. Fournier s'en prend à l'image sociale-démocrate du gouvernement Bouchard.

« Quand on voit que seulement 12 % des emplois créés au pays le sont au Québec, on ne parle pas d'un gouvernement de gauche, mais bien d'un gouvernement gauche », ironise-t-il.

Pour Pierre Paradis, le premier ministre Bouchard s'est « créé » un programme libéral pour pouvoir le démolir et Lucien Bouchard se discrédite en attaquant tous azimuts.

Pour M. Fournier, le gouvernement Bouchard tente « de remettre les Tricofil à la mode ». « Depuis quatre ans, le bilan de Lucien Bouchard, c'est le partage de la pauvreté », a-t-il dit.

Deux priorités : la santé et l'éducation

Bouchard promet un référendum « gagnant » à ses militants

DENIS LESSARD

La question d'un référendum sur la souveraineté du Québec ne fait l'objet d'aucun engagement précis dans la plate-forme électorale du Parti québécois rendue publique hier.

Comme l'a répété le premier ministre Bouchard depuis le printemps dernier, le document du Parti québécois, souligne que le référendum « doit se faire dans des conditions gagnantes pour le Québec ». Le parti de M. Bouchard est convaincu de la « nécessité de réunir ces conditions gagnantes afin de tenir un référendum sur la souveraineté dans son prochain mandat ».

Relégué à la fin, dans le document de 70 pages, le chapitre sur l'article 1 du programme du Parti québécois ne contient aucun engagement précis — à la différence des autres qui tous relèvent en caractère gras les intentions d'un prochain gouvernement Bouchard. On n'y trouve pas plus d'échéancier.

« Demain, en réunissant des conditions gagnantes pour un référendum, (le gouvernement du Parti québécois) fera gagner le Québec pour de bon », se limite-t-on à dire. Seule balise hier, M. Bouchard a soutenu que le Québec se devait « dès le début du troisième millénaire » de devenir un pays souverain « à la table des décideurs ».

« Nous ferons ce référendum quand les conditions gagnantes seront réunies, pas nécessairement durant ce mandat, pas nécessairement hors de ce mandat », se contentait de dire Bernard Landry, le président du comité de rédaction des orientations publiées hier.

« Les conditions gagnantes viendront en temps et lieu, ce sera assez rapide, mais il n'y a pas de dates », ajoute le ministre.

Devant les journalistes, M. Bouchard a promis que tous ses engagements de campagne électorale seraient « chiffrés ». Mais le document d'hier reste vague dans plusieurs secteurs, un libellé clairement destiné à ne pas alimenter de controverse à l'aube de la campagne électorale.

PHOTO *Reuters*

Lucien Bouchard a été accueilli par Nicole Léger, ministre déléguée à la Famille, à son arrivée dans la salle du conseil national du Parti québécois, hier.

Les militants péquistes ont d'ailleurs mis moins d'une heure à approuver ces orientations, qui dans beaucoup de cas ne figurent même pas dans le programme du parti, adopté en 1996.

Un gouvernement péquiste affectera la moitié de la marge de manoeuvre qui se dégagera dans les finances publiques à des réductions d'impôts pour les particuliers, « une somme considérable », prédit M. Bouchard sans préciser.

Lucien Bouchard évoquait cette intention depuis quelques semaines, sans qu'elle ait été jusqu'ici entérinée par son parti.

Il fut plus précis quand il évoqua une baisse de 37 % d'ici deux ans des taxes sur la masse salariale pour les entreprises — en fait un engagement pris dans le budget Landry du printemps dernier.

Dans les négociations avec le secteur public, on ne parle plus de compressions, mais de concertation pour « optimiser la performance ». Beaucoup d'engagements aussi paraissent s'inspirer des conclusions du sommet économique de l'automne 1996 ; on évoque la réduction de la réglementation, des efforts pour faire croître l'investissement étranger et les exportations, le maintient du développement de l'économie sociale.

Pas plus de détails pour Montréal dont on promet « d'appuyer le dynamisme » de « maximiser le rayonnement culturel ». On veut que Montréal « se place dans le peloton de tête des centre d'affaires nord-américains », grâce notamment au Palais des congrès agrandi et au développement de la Cité internationale.

Santé et éducation

En matière de santé et d'éducation, les objectifs du Parti québécois restent plutôt conservateurs.

Un gouvernement péquiste ajoutera six centres ambulatoires au Québec, dont quatre à Montréal : à Maisonneuve-Rosemont, au CHUM, à Sacré-Coeur et à McGill. Deux autres centres sont aussi prévus, à Laval et dans Lanaudière.

Le PQ promet aussi, au cours du prochain mandat, de faire en sorte que pas plus de 15 % des personnes admises à l'urgence aient à passer plus de 24 heures sur une civière, contre 19 % maintenant.

En éducation, le PQ promet une vaste étude du financement des universités et une politique d'ensemble pour ces institutions

Pour la réussite scolaire, on augmente les objectifs, le PQ visera à ce que 60 % des étudiants au collégial obtiennent leur diplôme, contre 50 % maintenant. « Un objectif audacieux », soutenait la ministre Pauline Marois en précisant toutefois que cette cible avait déjà été arrêtée par Québec dans sa réforme de l'éducation. Pour l'université on veut faire passer à 30 % le taux de réussite qui est actuellement de 27 %.

15 000 enseignants manifestent

Presse Canadienne
QUÉBEC

Près de 15 000 enseignants provenant des quatre coins de la province se sont rassemblés hier devant le parlement de Québec, afin de rappeler au gouvernement Bouchard sa promesse d'en arriver rapidement à une entente en matière d'équité salariale.

Le principal point d'achoppement entre le gouvernement et les membres de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), dans leurs discussions visant à l'application de la Loi sur l'équité salariale, concerne actuellement le nombre d'heures de travail des enseignants.

« Le gouvernement conteste certains résultats d'une étude que nous avons faite sur le temps de travail réel des enseignants. Sauf qu'ils semblent incapables de faire la preuve du contraire. Et la raison en est fort simple : c'est parce que c'est la vérité. Les enseignants travaillent en moyenne 40 heures par semaine », a soutenu hier la présidente de la CEQ, Lorraine Pagé.

Selon elle, cette donnée ramenée sur une base annuelle ferait de l'enseignement une profession équivalente aux autres professions du secteur public.

« Nous ne sommes pas des travailleurs à temps partiel. Nous voulons le redressement qui nous est dû, établi en fonction des autres professions de même valeur », a-t-elle précisé quelques minutes avant que la marche ne se mette en branle sur les plaines d'Abraham.

Calculé rétroactivement à partir de 1995, le redressement de 20 % escompté par les enseignants représenterait une somme totale de 1,2 milliard de dollars.

Une « vieille dette », que le gouvernement ne peut plus laisser traîner, maintient Lorraine Pagé. « C'est une question de droit. Nous méritons que notre salaire soit redressé. »

La douche froide de Jean Chrétien

Chantal Hébert

À la toute veille d'une campagne électorale historique au Québec, rien n'obligeait le premier ministre Jean Chrétien à se prêter, comme il l'a fait, au jeu d'une longue entrevue-bilan avec *La Presse*. Après tout, en cette matière, M. Chrétien n'a jamais été obsédé de régularité. Sa dernière rencontre du genre avec *La Presse* remontait à plus de trois ans.

Et même si l'invitation à un tête-à-tête lui était ponctuellement réitérée, personne ne faisait la grève de la faim à sa porte pour qu'il accède à la demande. Pour autant, il ne faut pas imputer au hasard le moment de ce rare entretien. Le rendez-vous pris avec *La Presse* l'a été seulement après qu'il soit devenu évident qu'une élection allait bel et bien être déclenchée d'un jour à l'autre.

À première vue, M. Chrétien aurait pu, ce faisant, vouloir donner un coup de pouce à son allié du PLQ. Dans le meilleur scénario, il aurait par exemple pu dire que la perspective d'un gouvernement fédéraliste à Québec allait lui permettre d'envisager en toute sérénité sa propre retraite. Qu'il aime ça ou pas, le premier ministre n'est pas sans savoir que la notion que l'élection de Jean Charest puisse accélérer son propre départ serait susceptible de motiver profondément un certain nombre d'électeurs québécois à voter pour le PLQ.

Sans aller jusque-là, M. Chrétien aurait fort bien pu dire qu'en installant à Québec un premier ministre fédéraliste, les électeurs ouvriraient des perspectives de changement plus prometteuses qu'avec un gouvernement souverainiste. Il aurait pu évoquer le grand vent de réforme qui souffle à la table des provinces au sujet de l'union sociale, encore qu'il le rende personnellement très frileux. Il aurait même pu rappeler ses propres paroles voulant que l'arrivée de fédéralistes à Québec lui permettrait enfin de pousser aussi loin qu'il l'aurait voulu la tenue de ses engagements référendaires.

M. Chrétien n'a fait ni l'un ni l'autre. On chercherait en vain dans la longue entrevue du premier ministre le germe d'un déblocage susceptible de résulter de l'élection éventuelle de Jean Charest. Au contraire, M. Chrétien avance qu'il a déjà rassasié l'appétit de changement du Québec.

Quant à la réélection de M. Bouchard, elle ne serait pas, dit-il, de nature à le perturber puisqu'il serait lui-même encore premier ministre. Pas besoin d'avoir l'esprit exagérément subtil pour décoder dans ces propos de quoi embarrasser Jean Charest qui présente son élection comme un catalyseur de changement à l'échelle pancanadienne.

Faut-il imputer à la désinvolture qui semble de plus en plus sous-tendre les faits et gestes du premier ministre et qui le voit tirer sur tout ce qui bouge ces jours-ci ce cadeau présenté au Parti québécois ? Chose certaine, si M. Chrétien avait voulu préparer tout son monde à la réélection du PQ, il n'aurait pas procédé autrement. Cela dit, ces propos n'ont rien pour être appréciés ailleurs au Canada où les voeux de toute la classe politique comme ceux du public accompagnent M. Charest dans sa bataille électorale.

Au moment où le reste du Canada réexamine, à la lumière des incidents qui ont entouré le sommet de l'APEC de novembre dernier, le regard indulgent qu'il posait jusqu'à présent sur son premier ministre, le genre de douche froide préélectorale que M. Chrétien a choisi de servir aux fédéralistes du Québec va encore alimenter les interrogations à son sujet.

Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL

EUROPE

Sommet sans Kohl

■ Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne se sont retrouvés pour un sommet informel de deux jours à Poertschach (Autriche), le premier depuis 16 ans sans le chancelier allemand Helmut Kohl, et dans une Europe désormais majoritairement de gauche. Les Quinze ont reçu la visite surprise du président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, de retour du sommet de Wye Plantation, qui leur a exprimé sa gratitude pour le soutien de l'Union européenne. Les onze chefs de gouvernement de gauche se sont prononcés en faveur d'un soutien à la croissance économique européenne, et ont insisté sur la nécessité de ne pas considérer l'euro comme seul objectif de l'Union.

d'après AP

ALLEMAGNE

Soutien des Verts

■ Les Verts allemands ont approuvé à une écrasante majorité le contrat de coalition négocié ces dernières semaines avec le Parti social-démocrate (SPD) du futur chancelier Gerhard Schröder, à Bonn, à l'issue de leur congrès extraordinaire. Le contrat, un document d'une cinquantaine de pages, a été débattu point par point pendant onze heures et a reçu le soutien de la quasi-totalité des 750 délégués qui ont voté à main levée, ainsi que des principaux dirigeants du parti écologiste.

d'après AFP

RDCONGO

Reprise de Buta

■ Les Forces armées congolaises (FAC) du président Laurent-Désiré Kabila ont repris la ville de Buta (1500 km au nord-est de Kinshasa), a annoncé le ministère de la Défense de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre). Les FAC « ont anéanti les troupes des envahisseurs ougandais et rwandais » installées à Buta, ville prise par la rébellion congolaise début octobre. Ville de la province Orientale, Buta est située à 250 km au nord du chef-lieu provincial, Kisangani, aux mains de la rébellion depuis fin août.

d'après AFP

CORÉE

Dialogue à quatre

■ Un petit pas vers l'établissement d'une paix permanente le long de la dernière frontière de la guerre froide a été franchi après quatre jours d'intenses négociations entre les régimes rivaux de Corée et leurs alliés américain et chinois. Lors de leur troisième rencontre en moins d'un an, les anciens adversaires du conflit de 1950-53 ont réussi à s'entendre sur l'organisation de leurs futurs travaux grâce à la formation de deux groupes de travail. La précédente session, en mars, avait capoté sur cette question.

d'après AFP

AFRIQUE DU SUD

Mandela fait campagne

■ Le président Nelson Mandela a repris, à 80 ans, son bâton de pèlerin inlassable pour lancer à Johannesburg la campagne du Congrès national africain (ANC) pour les élections de 1999 et appeler à la mobilisation générale contre l'abstention. Visiblement très en forme après une grande fatigue qui l'avait poussé fin septembre à suspendre toute activité pendant quinze jours, le chef de l'État devait ensuite participer à trois autres rassemblements politiques dans la région.

d'après AFP

PAYS BASQUE

Élections

■ Plus de 1,8 million de Basques sont appelés aux urnes pour renouveler les 75 sièges de leur Parlement régional à l'issue d'une campagne électorale dominée par la trêve des séparatistes de l'ETA qui donne une dimension historique à ce scrutin. La campagne s'est achevée vendredi soir avec des meetings marqués par un chassé-croisé d'accusations entre les parties.

d'après AFP

Les forces spéciales de Milosevic sont toujours au Kosovo malgré l'ultimatum

d'après AFP et AP
BELGRADE

Les deux plus hauts responsables militaires de l'OTAN ont tenté hier, lors d'une mission cruciale à Belgrade, de convaincre le président Slobodan Milosevic de retirer ses forces spéciales du Kosovo, deux jours avant l'expiration de l'ultimatum de l'Alliance.

À New York, le Conseil de Sécurité des Nations unies a adopté une résolution exigeant que Belgrade se soumette aux demandes de l'ONU, mais sans menacer explicitement d'un éventuel usage de la force. La résolution 1203 adoptée après près de huit heures de discussions par 13 voix, la Russie et la Chine s'étant abstenues, précise qu'une action peut être nécessaire pour entériner cet accord. La formulaton de cette résolution a été soigneusement choisie pour éviter le veto de la Chine et de la Russie, membres permanents du Conseil qui étaient opposés à toute mention de la menace d'un usage de la force.

Le Secrétaire d'État américain Madeleine Albright a cependant souligné que la menace d'une intervention armée contre la Yougoslavie demeurait réelle. L'ambassadeur russe aux Nations unies, Serguei Lavrov, a souligné à l'issue du vote que cette résolution garantissait contre « des actions arbitraires ou non avalisées ».

La résolution approuve l'accord arraché à Belgrade par l'émissaire américain Richard Holbrooke, qui prévoit le déploiement d'une mission de 2000 observateurs internationaux au Kosovo et des patrouilles aériennes de l'OTAN pour vérifier la mise en pratique des engagements de Belgrade.

Pendant ce temps, arrivés à Belgrade hier après-midi, le président du Comité militaire de l'OTAN, le général allemand Klaus Naumann, et le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général américain Wesley Clark, ont poursuivi leur mission dans la nuit.

Dès leur arrivée, les deux généraux ont rencontré une première fois brièvement le président Milosevic, puis ont eu des entretiens à l'état-major général de l'armée yougoslave. Là, ils devaient discuter avec le général Momcilo Perisic, chef de l'état-major général, de l'application des engagements de Belgrade sur le Kosovo. Les deux généraux étaient accompagnés par le chargé d'affaires américain à Belgrade, Richard Miles.

Ils ont quitté l'état-major peu après 21 h et ont eu un nouvel entretien avec M. Milosevic.

Vers minuit, rien n'avait filtré des discussions.

Un responsable de l'OTAN avait indiqué vendredi que les deux généraux devaient rencontrer M. Milosevic et les autorités militaires yougoslaves, puis repartir pour Bruxelles, vraisemblablement aujourd'hui, pour faire un compte rendu lundi au Conseil permanent de l'organisation.

La résolution 1199 du Conseil de sécurité exige de Belgrade un cessez-le-feu immédiat au Kosovo, le retrait des forces spéciales, le retour des réfugiés et l'ouverture d'un dialogue politique avec les Albanais séparatistes.

M. Milosevic n'a plus aujourd'hui que deux jours pour satisfaire les exigences internationales sur le Kosovo avant de risquer des frappes aériennes de l'OTAN contre des objectifs militaires en Yougoslavie. L'Alliance a suspendu jusqu'à mardi l'exécution d'un « ordre d'activation » qui autorise les militaires à lancer des frappes à tout moment.

Selon des sources concordantes, les autorités serbes auraient « en gros » satisfait aux exigences de l'OTAN en matière de retour dans leurs casernes des troupes régulières de l'armée.

Des sources diplomatiques indiquent que l'OTAN ne demande pas le départ de « toutes » les forces de sécurité du Kosovo, mais que leur déploiement sur le terrain soit considérablement allégé.

PHOTO AP

Quand Rome prend la rue

L'opposition de droite, dirigée par le magnat de la communication italienne Silvio Berlusconi, a rassemblé hier après-midi à Rome plusieurs centaines de milliers de manifestants, plus d'un million selon les organisateurs, pour protester contre le gouvernement de centre gauche de Massimo D'Alema. Les manifestants, venus de tout le pays et de tous âges, se sont réunis sur la place San Giovanni, après avoir défilé sans incidents, à grand renfort de drapeaux, de slogans et de sifflets, dans les rues de la capitale italienne.

Alberto Fujimori s'amène au Canada et... Oxfam évoque Suharto

GILLES PAQUIN

Plusieurs groupes de défense des droits de l'homme ont entrepris une campagne pour demander au premier ministre Jean Chrétien de défendre leur cause auprès du président péruvien Alberto Fujimori lors de sa visite au Canada cette semaine.

Dans une lettre ouverte qui doit être publiée demain lors de l'arrivée de Fujimori à Ottawa, le porte-parole d'Oxfam-Canada, Mark Fried, souligne que celui-ci bafoue honteusement les droits de l'homme.

Il déplore également que le Canada s'apprête à renouer des relations diplomatiques normales avec avec le Pérou alors que le gouvernement de ce pays a la pire réputation de tous les régimes autoritaires en Amérique Latine.

« Après avoir reçu avec respect le dictateur indonésien Suharto, le premier ministre Jean Chrétien se prépare à dérouler le tapis rouge pour un autre homme fort, le président péruvien Alberto Fujimori », écrivent-ils.

Le co-signataire de la lettre, le professeur Maxwell Cameron, de l'Université Carleton à Ottawa, décrit M. Fujimori comme un homme qui s'est donné des pouvoirs « quasi dictatoriaux » en 1992 pour ensuite fouler au pied l'État de droit.

L'ancienne ministre des Affaires étrangères, Barbara McDougall s'était pourtant associé à l'Organisation des États américains pour dénoncer les gestes de Fujimori à l'époque, ajoutent les deux hommes. Le Canada avait alors suspendu l'aide bilatérale à ce pays et menacé d'adopter des sanctions économiques à son endroit.

« Que s'est-il passé pour que le premier ministre Chrétien accepte d'embrasser publiquement le chef d'État qui a le pire dossier de l'hémisphère en matière de repect des droits de la personne ? » se demandent les deux auteurs.

Selon eux, le Canada a décidé de renouer des relations normales avec le Pérou parce que la démocratie a presque été rétablie dans ce pays. Le respect des droits n'est cependant pas normal, disent-ils.

Le président Fujimori a bel et bien organisé des élections en 1995, mais il a ensuite adopté une loi d'amnistie à tous les militaires, y compris les criminels en uniformes responsables d'une longue série de meurtres, d'enlèvements et d'attentats, poursuivent les deux hommes.

Les chefs militaires amnistiés n'ont pas perdu de temps pour retourner aux affaires : ils ont recommencé à menacer les journalistes, les politiciens d'opposition et les militaires à la retraite qui osaient parler.

« Ces gars-là ne perdent pas de temps avec du poivre de cayenne, ils menacent, enlèvent et tuent », ajoute la lettre. Le ministre de la Justice du Pérou dit que ce sont des cas isolés.

Selon le dernier rapport d'Amnistie international, il y a encore 3000 détenus dans les prisons du Pérou qui ont été condamnés après des procès qui n'ont rien à voir avec les normes internationales.

Sous la pression de divers organismes de l'ONU, le Pérou a mis sur pied un genre de tribunal de révision pour étudier 2360 demandes de libération reçues de la part de ceux qu'on désigne sous le vocable de prisonniers « innocents ». Depuis, environ 1000 personnes ont retrouvé la liberté.

Selon le Comité inter-églises pour les droits humains en Amérique Latine, un groupe de travail sur les droits de l'homme de l'ONU a répertorié 677 cas de personnes disparues après avoir été interpellées par les services de sécurité ou les forces armées du Pérou depuis l'arrivée au pouvoir de Fujimori..

Dans l'ensemble du pays, 5000 personnes ont disparu entre 1982 et 1992, la plupart dans des zones sous contrôle militaire.

Scepticisme après Wye Plantation

Agence France-Presse
WASHINGTON

L'accord israélo-palestinien de Washington a été accueilli avec une satisfaction prudente mais un certain scepticisme au Proche-Orient, où les extrémistes israéliens et palestiniens l'ont vivement dénoncé.

Le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat a affirmé à Vienne être « certain que l'accord va être mis en application, car ce n'est pas le premier avec (Benjamin) Netanyahu », le premier ministre israélien, avec lequel il a signé le texte après neuf jours d'âpres négociations à Wye Plantation, au Maryland.

Cet optimisme n'est pas partagé par le président égyptien Hosni Moubarak qui a lié l'application de l'accord à « la bonne volonté » des protagonistes.

Son ministre des Affaires étrangères, Amr Moussa, a qualifié l'accord de « pas sur le chemin de la récupération des terres palestiniennes et celui des négociations sur les questions essentielles, en premier lieu Jérusalem, les réfugiés palestiniens et le droit à l'autodétermination ».

Cette prudence a été également manifestée par un haut responsable de la Ligue arabe, qui a souhaité un suivi américain, sans lequel l'accord serait « en péril en raison de la politique actuelle d'Israël ».

Le premier ministre jordanien Fayez Tarawneh, dont le pays est comme l'Égypte lié par un traité de paix avec Israël, s'est félicité de l'accord. « Nous espérons que cet accord relancera le processus de paix entre la Syrie et le Liban d'une part et Israël de l'autre », a-t-il déclaré.

Cependant, l'opposition palestinienne a tiré à boulets rouges sur l'accord qui, selon elle, consacre l'occupation israélienne des territoires.

Cet accord est « injuste » et « vise à transférer la bataille à l'intérieur des territoires palestiniens », a déclaré le chef spirituel du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), cheikh Ahmed Yassine.

Pour sa part, un des chefs du Jihad islamique dans la bande de Gaza, M. Nafez Azzam, a rejeté l'accord qui « consacre l'occupation et l'hégémonie israéliennes et n'offre rien à notre peuple ».

Huit formations de l'opposition palestinienne basées à Damas ont appelé les Palestiniens à « intensifier leur lutte » contre Israël et qualifié l'Autorité de M. Arafat de « groupe traître ».

En Israël, même son de cloche chez l'extrême-droite. « C'est une des journées les plus tristes de l'histoire d'Israël », a déclaré le chef du parti d'extrême droite Moledet, Rehavam Zéevi.

Mais l'opposition travailliste israélienne a assuré M. Netanyahu de son soutien au parlement. « Le gouvernement peut être assuré d'un filet de sécurité pour faire passer l'accord, et nous soutiendrons toute avancée sur la voie de la paix », a déclaré le chef du Parti travailliste, Ehud Barak.

La presse israélienne n'a pas paru samedi, jour de Shabbat, mais pour la presse palestinienne, cet accord est un « pas positif ».

Mais à Damas, les médias officiels ont dénoncé la « capitulation » de l'Autorité palestinienne devant Israël. La radio d'État a reproché à M. Arafat « son engagement à traquer les résistants, à démanteler leurs formations et à les remettre aux autorités » israéliennes.

Pour Aharon Domb, chef de file des colons juifs, c'est « un accord de capitulation ». La plupart des colons juifs étant pratiquants, des réactions de colère et des manifestations étaient attendues à partir de la fin du sabbat, après le coucher du soleil.

Mais c'est sans doute au niveau politique que tout se jouera. Les opposants à l'accord en Israël veulent en effet faire tomber Benyamin Netanyahu pour provoquer des élections anticipées.

La première difficulté pour M. Netanyahu sera d'obtenir l'aval de ses 16 ministres dont, selon la presse israélienne, quatre sont opposés à l'accord et sept indécis.

La presse d'ailleurs

parcourue par Réal Pelletier

Le Canadien, la récession : même *mood*

Le mood de l'économie en Amérique, c'est un peu comme le mood du hockey à Montréal.

Deux victoires d'affilée du Canadien et de chauds partisans subodorent la coupe. Suivent deux matches quelconques et une lueur de désespérance pointe au fond des âmes.

L'état de l'économie exerce sur l'opinion publique des modulations analogues, médias aidant, dans un univers qui ne paraît pourtant pas manquer d'instruments de mesure capables de nous dire, par rapport à une récession par exemple, où en sont les choses et où est-ce qu'on s'en va.

Heureux Québec... pour l'instant

Le Québec réel pour l'instant vit un peu en marge de ce climat d'inquiétude économique qui s'installe dans les officines. *Business Week* note que son économie « a fait preuve dernièrement d'étonnants signes de vie », son produit intérieur brut ayant accusé une hausse de 2,7 % l'an dernier, performance qui devrait se répéter en 1998, la meilleure en 10 ans.

Traditionnellement plus élevé que dans l'ensemble du Canada, le chômage au Québec a été ramené à 10,2 %, après un sommet de 13 % en 1993, et la maison Nesbitt Burns, à Toronto, estime qu'il pourrait continuer à décroître.

C'est joli, au point que ça commande à un premier ministre de déclencher des élections en début d'hiver ; parce qu'il n'est pas sûr qu'au printemps, le Québec réel n'aura pas été rejoint par la morosité continentale eu égard à la santé des affaires.

Qu'en est-il justement de cette morosité ambiante ? La lecture de la grande presse anglosaxonne fourmille depuis quelques semaines d'indices qui vont dans toutes les directions. Tout le monde s'entend pour dire que les affaires ont amorcé une descente, mais personne ne rejoint l'opinion de son voisin sur l'ampleur ni la durée du phénomène. Ce qui est bien énervant.

Pré-récession ?

La plus forte concentration d'instruments de mesure, en dehors des gouvernements, se retrouve sans doute dans les grandes banques d'affaires. Or, nous dit *The Economist*, — un hebdo pas particulièrement dépouillé lui non plus d'instruments de mesure — seule la maison J.P. Morgan, pour l'instant, anticipe deux trimestres consécutifs de chute de l'activité économique, ce qui correspond à la définition d'une récession. Les autres maisons se contentent de dire que les possibilités d'une récession augmentent, mais ne vont pas plus loin.

L'hebdo, lui, est prudent. Il observe que les fondements du système aux États-Unis présentent une bonne santé : le chômage reste singulièrement faible ; l'État accuse des surplus ; l'inflation est négligeable ; et la croissance demeure relativement vigoureuse. Le risque d'une récession, dans ce contexte, dépend plutôt de la question de savoir si les soubresauts en Bourse se traduiront par une perte de confiance des consommateurs. L'image anglosaxonne courante est « Wall Street vs Main Street ».

La consommation a légèrement fléchi en septembre, mais les deux trimestres précédents s'étaient traduit par une augmentation superbe de 6 % à l'échelle annuelle. Mais attention, dit *The Economist :* la perspective d'un frein apporté au crédit (débridé) consenti au consommateur pourrait conduire à une baisse, et une récession subséquente, différente de ce fait de la récession traditionnelle, pourrait se révéler plus difficile à corriger.

Jusque-là, faites-vous une opinion, si vous en êtes capable. Sachez, pour vous consoler, que les économistes eux-mêmes n'arrivent pas à s'entendre.

Les chefs d'entreprise

D'autres indices, pour rendre le puzzle plus intéressant ? Le *Washington Post*, lui, se dit que l'avènement ou non d'une récession dépendra surtout du pouvoir de décision des chefs d'entreprise : s'ils doivent COUPER — le mot est devenu symbole de la phobie des masses dans les sociétés industrielles — dans leurs investissements et leur personnel, comment le feront-ils : dans quel volume et avec quelle rapidité ?

Le journal évoque à cet égard des cas d'espèce où effectivement les « coupures » sont considérables et rapides. Encore que les cas illustrés paraissent liés aux exportations vers l'Asie, par exemple, y compris une société de chemin de fer (non ce n'est pas le CN, mais Norfolk Southern Corp.).

Ce qui est surtout intéressant dans l'analyse du *Post*, c'est l'évocation d'un groupe, le Business Council, réunissant les plus puissants chefs d'entreprise des États-Unis, qui, lors de son meeting de mai dernier, réagissait mollement à la crise asiatique. Cinq mois plus tard, le même Council avait changé de ton, les deux tiers de ses membres promettant coupures, et en investissements et en personnel.

Ce meeting du 10 octobre a frappé aussi *Business Week*, qui a remarqué que cette fois-là, on a moins joué au golf chez les grands pros des affaires. Soixante-quinze pour cent des participants sont convenus que les affaires allaient baisser, en partie ou en totalité de l'année à venir. Les autres 25 % ont parlé de « plusieurs années » à venir.

Et *Business Week* a retenu de cette rencontre que, contrairement à d'autres récessions anticipées, les pdg cette fois ne traînent pas la patte et ont tendance à couper vite, confrontés qu'ils sont à une première baisse des revenus d'entreprise en sept ans. Tout ce qui les retient d'agir plus radicalement, ce serait la crainte instinctive de contribuer de ce fait à une dégénérescence des affaires, bref de précipiter eux-mêmes la récession.

Le monde de la Bourse

Reste, semble-t-il, que les rendements boursiers en baisse titillent les décideurs. Le merveilleux monde de la Bourse lui-même d'ailleurs est le premier à s'émouvoir. Univers concentrationnaire comme pas un, c'est un monde aux retombées considérables. La prospérité de Toronto lui doit une fière chandelle, comme ce fut le cas pour Montréal à une autre époque. Prenons le cas de New York, par exemple.

L'économie de cette métropole du monde, malgré l'amplitude et la diversité de son activité, est absolument tributaire de la santé de la Bourse. Un rapport du contrôleur de l'État de New York, cité par *The Economist*, indique que Wall Street, qui ne représente pourtant que 5 % des emplois de la ville, est responsable de 56 % de la croissance des revenus réels dans cette ville pour la période de 1992 à 1997. Ce pourcentage n'était que de 23 % pour le boom des années 80.

Et comment Wall Street arrive-t-elle à exercer autant d'impact ? Facile : 160 000 travailleurs dans les institutions de Wall Street touchent une moyenne de 182 000 $US par année, soit quatre fois et demie les 39 200 $ qui représentent la moyenne de revenus annuels des autres New-Yorkais. Avec pareille masse de revenus, on imagine facilement ce que cette fortune représente pour les restaurants et autres Macy's. Mais plein d'autres petits et gros commerces sont abouchés au pipeline : firmes d'avocats, de comptables, sociétés immobilières, etc.

Le tourisme, note *The Economist*, pourrait prendre la relève en partie de Wall Street, qui a commencé à vider des bureaux.

Cette fois enfin, les touristes n'auront plus besoin de réserver leur table des mois à l'avance dans les restos *in* de New York.

BusinessWeek

Pelletage

■ On a fait beaucoup de cas, ces dernières années, du phénomène du « pelletage », qui consiste, pour un gouvernement supérieur, à renvoyer à un gouvernement inférieur le fardeau de cartaines tâches collectives. Ottawa et Québec, à cet égard, sont des enfants d'école à côté des élus japonais. Une ville comme Tokyo, signale *Business Week*, traîne une dette de 58,4 milliards de dollars US, ce qui équivaut à 81 % de son activité économique annuelle. Des villes comme Kochi et Akita ont une dette équivalente à 99 % de leur activité économique. Un universitaire américain racontait il y a quelques semaines que les investisseurs avaient mal appris à lire correctement les statistiques des pays asiatiques, il semble bien que *Business Week* vienne confirmer ses dires. De quoi rendre un maire de Montréal à l'aise avec sa dette. Des villes comme Tokyo, Osaka et Kanagawa frôlent l'insolvabilité, ce qui n'empêche pas le gouvernement central de faire pression sur les municipalités pour qu'elles investissent massivement dans des projets susceptibles de faire redémarrer les affaires dans le pays. Et un universitaire japonais d'ajouter que les grandes maisons d'affaires du pays procèdent de la même manière envers leurs filiales.

The Observer

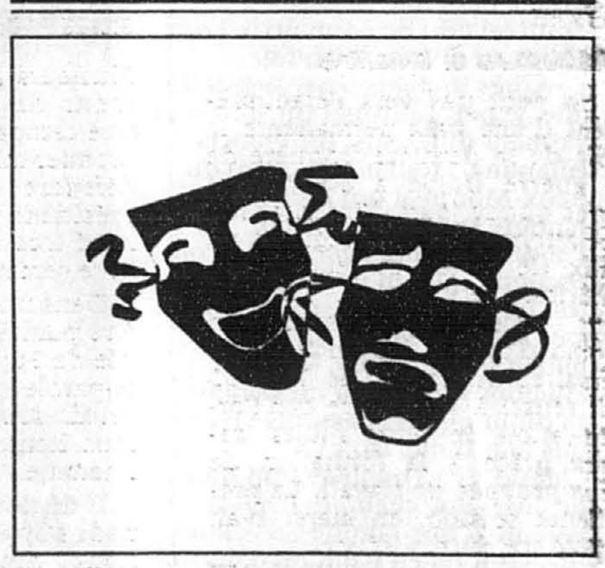
Apprentissage

■ Ça part certainement d'un sentiment très noble, marqué au coin de l'efficacité sociale : pourquoi ne pas commencer dès la maternelle à enseigner aux enfants les rudiments des chiffres et des lettres. Le Parti libéral du Québec en a fait un objectif de campagne le week-end dernier. Le même jour, l'hebdo *The Observer*, à Londres, publiait une rare étude sur le sujet, indiquant que plonger prématurément les enfants — avant l'âge de six ans — dans ces tâches menace non seulement de les détourner de l'école, mais de les orienter vers la criminalité. L'étude a été commandée par la High Scope Foundation, du Michigan. Dans une entrevue à la BBC, le patron de l'enquête, David Weikart, est catégorique : « L'enseignement formel à des enfants de moins de six ans se révèle une mauvaise expérience et je ne peux pas la recommander. » Tant les parents que les enseignants sont à même de constater qu'un enseignement formel avant l'âge de six ans en traumatise plusieurs. Des gens s'imaginent que plus l'enfant commence tôt l'apprentissage scolaire, plus il apprendra, mais ça ne semble pas être le cas. Les enfants ayant été insérés trop tôt dans le moule scolaire présentent un plus haut indice de mésadaptation : criminalité plus élevée, difficulté à garder un emploi, etc.

The New York Times

Gaspillage

■ Sous Maurice Duplessis et sous Robert Bourassa, il s'est construit des ponts en plein champ, sans route. À Ottawa, le rapport annuel du Vérificateur général est un compendium répété de loufoqueries administratives. Qu'on se console, le voisin du sud n'échappe pas lui non plus à la bêtise. Il y a six ans, il était décidé de donner un grand coup pour réduire les effluves d'essence. En vertu de cette politique, le Service postal décidait il y a un mois et demi d'acquérir 10 000 camions de livraison équipés bi-énergie, en l'occurrence éthanol et essence. Or il se trouve que dans le cas de la métropole, note le *New York Times*, le point de vente d'éthanol le plus rapproché se trouve à... Indianapolis. Il se trouve aussi que sur l'ensemble du territoire américain, il n'y a que 40 postes de vente d'éthanol. Les autorités de New York et du New Jersey ont dit qu'à leur connaissance, il n'existait aucun point de vente d'éthanol sur leurs territoires. Convertir un véhicule à l'éthanol / essence ne coûte que 200 $, contre 4000 $ pour la conversion au gaz naturel. Il y a sûrement un fonctionnaire de la Poste qui va avoir une réponse de fonctionnaire : j'ai économisé, j'ai converti à la bi-énergie comme on me l'a demandé ; s'il n'y a pas d'éthanol accessible, c'est pas de ma faute.



INDEPENDENT

On dze stage

■ Beaucoup de Français ont pris goût aux choses anglosaxonnes. S'ils n'en sont pas encore à boire leur bière tiède, ils n'en apprécient pas moins certaines manifestations de l'autre culture, le théâtre par exemple. Pas moins de cinq pièces de théâtre présentées en anglais sont à l'affiche à Paris cet automne, et d'autres sont annoncées pour l'hiver, signale le quotidien londonnien *The Independent*, qui se fait fort de noter qu'aucune pièce jouée par des professionnels en français n'est à l'affiche à Londres dans le même temps. Ce n'est pas d'hier que Paris offre du théâtre en anglais — des classiques de Shakespeare à Oscar Wilde ayant toujours trouvé leurs amateurs — soit par le biais de troupes de passage, soit dans des ateliers marginaux. Mais cette fois, observe le journal, on est en présence d'un phénomène commercial, cinq compagnies fonctionnant régulièrement avec des pièces présentées en anglais. Ce qu'il y a de nouveau aussi, c'est que la clientèle est désormais de plus en plus française, là où ces pièces attiraient surtout des amateurs anglophones se trouvant à Paris. Alain Julien, directeur du Petit-Hébertot, croit que le phénomène témoigne d'une acceptation croissante en France de l'importance de l'anglais. Et ces Français se révèlent — comme les Anglais — plus gentils, moins critiques qu'ils ne le sont dans une salle de théâtre du terroir.

La Presse

La jeune presse

La Jeune Presse est une initiative du service de l'information de La Presse. Cette page paraît chaque dimanche, durant l'année scolaire. Son objectif est d'initier les adolescents à l'écriture journalistique en leur permettant de s'exprimer sur les divers sujets qui les intéressent. Le choix des thèmes et des chroniques est du ressort d'un comité de rédaction sous la direction de Alain de Repentigny, adjoint au directeur de l'information. Les élèves du cours secondaire et du cégep qui font de la photo sont également invités à participer à La Jeune Presse en communiquant avec M. de Repentigny. Téléphone : 285-7070 (télécopieur : 285-6808). Adresse : La Jeune Presse, 7 rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9.

CULTURE

Steve Gendron et Marie-France Monette ont joué avec Marc Labrèche dans les deux Matusalem.

Marie-France Monette et Steve Gendron

Comédiens et cégépiens

À l'heure des changements de programme, des questionnements universitaires, des interrogations sur l'avenir et sur la motivation de plusieurs étudiants, la voie de certains est déjà toute tracée et ce, depuis longtemps. La vie professionnelle de Marie-France Monette *(Matusalem I et II, L'Enfant d'eau, Ent' Cadieux, Watatatow...)* et celle de Steve Gendron *(La Postière, Matusalem I* et *II, Au nom du père et du fils...)* est bien ancrée; cela ne les empêche pas d'avoir une autre vie, scolaire celle-là, qui en fait des cégépiens presque comme les autres... mais pas tout à fait, puisque leur présence cause encore quelques remous!

Vivre deux réalités, celle de comédien et celle d'étudiant, n'est pas toujours simple. *Rushant,* résume Marie-France en parlant de la difficile conciliation des horaires de travail et d'école. Mais ils y sont tout de même habitués puisque leur carrière a débuté alors qu'ils étaient tout jeunes: «À cinq ans, j'ai fait une pub pour le Mail Champlain... mais j'étais trop jeune pour savoir que c'était ce que je voulais faire», raconte Steve qui a connu sa première expérience cinématographique à neuf ans dans le film *La Postière.* Mais le rapport avec le milieu du travail et en particulier avec celui de la télévision peut parfois être plus déstabilisant et donner aux jeunes une autre vision du monde: «Pour ma première pub, à huit ans, je devais me mettre en bikini et j'étais très gênée. Je ne voulais pas, mais il y a des règles à respecter. Ça m'a un peu traumatisée, mais quand tu vieillis, tu prends de la maturité et de la confiance, ça te permet d'être plus à l'aise», explique Marie-France. Ainsi ce contact avec le monde professionnel exige des comédiens, peu importe leur âge, une certaine dose de sérieux: «Parfois, on a des tournages de nuit; quand tu es petit, des fois, c'est le rêve, on a du fun sur le plateau, mais des fois, c'est dur, la fatigue, et il faut que tu continues», se souvient-elle.

Leur quotidien et leur vision des choses sont aussi conditionnés par le fait qu'ils sont des personnages publics: «Les gens nous reconnaissent, mais ils ne savent souvent pas comment nous aborder, surtout les gars!» dit Marie-France, avec un sourire. «Parfois, il y a des préjugés, des stéréotypes, on nous croit snob», explique Steve. Ils doivent aussi composer avec le phénomène contraire qui rend les gens trop envahissants: «Ils rentrent dans notre bulle... mais c'est normal, ils ont l'impression de nous connaître parce qu'on est toujours dans leur salon!» plaisante Marie-France. «On ne répond pas à des questions trop indiscrètes, le salaire, par exemple, raconte Steve. Certains sont jaloux... Mais c'est toujours flatteur quand quelqu'un te reconnaît», ajoute-t-il. «C'est comme dans n'importe quel métier...» philosophe Marie-France, mais qui concède qu'elle aime bien que ses semblables ne s'intéressent pas seulement à son métier et à l'image qu'elle projette. Ils s'éloignent rapidement des personnes qui n'en ont que pour leur notoriété: «On s'en rend compte facilement et ça ne sert à rien...», de dire Marie-France.

Marie-France et Steve ne se sentent pas profondément différents des autres cégépiens. Même s'ils doivent être plus soucieux de leur image... Pas question d'être grognon parce qu'on est de mauvais poil ce matin-là. «Je suis moi-même, mais je ne peux pas être impolie; on n'a pas vraiment le choix d'être gentils ou pas, c'est notre image...», reconnaît Marie-France. C'est le règne de la rectitude politique, même en entrevue!

Ces deux cégépiens ordinaires approfondissent sur les bancs d'école les connaissances cinématographiques qu'ils ont acquises depuis de nombreuses années. «Quand tu arrives sur le plateau, tu en sais plus, tu comprends mieux», dit Marie-France. Mais tous deux sont catégoriques: le travail passe avant l'école: «Le téléphone peut arrêter de sonner. C'est une chance qui passe. Il sera toujours temps d'étudier dit Marie-France... mais il ne faut pas arrêter complètement, parce que c'est très dur de recommencer», ajoute-t-elle. Ils suivent donc moins de cours par session que les autres cégépiens et quand ils partent en tournage, ils font des arrangements en conséquence. Leur réalité professionnelle, qu'ils le veuillent ou non, les marginalise un peu.

Ils veulent évidemment perfectionner leur anglais; pas question d'engager des comédiens qui ont un accent pour de grosses productions américaines et comme Montréal devient un lieu de tournage important pour les équipes américaines, Marie-France et Steve veulent être parfaitement bilingues. Peut-être les verra-t-on un jour devisant dans la langue de Shakespeare avec des grosses vedettes d'Hollywood? En attendant, Marie-France aura le rôle principal dans le film *Un hiver de tourment,* adapté du roman de Dominique Demers et Steve jouera dans *Le Prisonnier,* un film de Michel Brault.

Myriam Berthelet
Collège André-Grasset

SOCIÉTÉ

Chambre en ville

Après avoir vécu dans des rangs parfumés de douces odeurs de fumier frais et entendu les trains de marchandises à six heures du matin, plusieurs étudiants des quatre coins du Québec ont loué, comme moi, une chambre à Montréal afin de poursuivre leurs études au niveau collégial.

«Après un mois dans la grande ville, je peux affirmer que la vie est vraiment différente, dit Francis Laflamme, étudiant au cégep du Vieux-Montréal qui loue une chambre sur la rue Dorion. D'abord, en campagne, lorsqu'on rencontre quelqu'un dans la rue, c'est inévitable, on le salue et il nous salue, même si on ne se connaît pas. En ville, les salutations semblent inexistantes. On dirait que les passants vivent dans leur bulle, isolés.»

Marie-Ève Tremblay, qui loue elle aussi une chambre dans la demeure d'une famille du centre-ville, croit qu'en habitant dans une maison avec d'autres étudiants, on a un peu l'impression de vivre en famille, comme chez ses parents.

«Évidemment, la famille adoptive ne peut pas tout à fait remplacer nos parents et nos frères et soeurs, mais mes co-locataires et moi nous sentons vraiment en famille, dit-elle. Chaque matin, le bébé nous réveille. Chez nos parents, nos frères et soeurs nous ont déjà fait le coup... Comme réveille-matin, le bébé n'a rien à envier au fameux train de marchandises!»

«En vivant en chambre et en retournant chez maman et papa tous les week-ends, on n'a pas nécessairement le temps de s'ennuyer», affirme Marie-Ève. Après les études, le lavage et le long et fastidieux processus de préparation de la bouffe – elle pousse un long soupir – il ne reste plus beaucoup de temps pour les coeurs tendres.»

Parmi les désavantages de la vie en ville, il y a le coût d'une chambre, mais en y pensant bien, 280 dollars par mois pour parfaire son éducation et s'assurer un avenir intéressant, un confort relatif et la bienveillance des propriétaires, qui pour la plupart n'acceptent pas n'importe qui, ni n'importe quoi, ce n'est peut-être pas si faramineux comme somme.

André-Pierre Fortin
Cégep du Vieux-Montréal

MONTRÉAL

Michel Bédard, le cinquième cavalier

Photo : Alain Roberge

Une semaine avant l'élection du premier novembre, c'est peu de temps pour atteindre l'objectif très ambitieux de 10% du vote. Pour 2002 par contre, Michel Bédard affirme détenir une carte cachée: un candidat vedette pour la mairie.

J'entre au café Pèlerin, rue Ontario. Sitôt, le propriétaire de l'endroit m'accueille main tendue et sourire fendu jusqu'aux oreilles. «C'est pour Monsieur Bédard ? Il est au bar à discuter d'affaires, laissez-moi vous conduire.» Je ne suis pas encore remis de ma surprise qu'un sympathique gaillard me tend la main et m'offre à bouffer.

Et pendant deux heures, Michel Bédard, chef du Parti Montréal 2000 et candidat «inconnu» à la mairie de Montréal, me servira un long discours qui ne lui laissera même pas le temps de toucher à son plat: «Qu'est-ce qu'on peut espérer de Doré et Duchesneau comme maire? Il faut éviter que notre ville soit livrée aux profiteurs et aux dilapidateurs de fonds publics! C'est un peu comme le combat de David contre Goliath, mais si les grands médias ne nous boycottaient pas, nous pourrions au moins livrer notre message aux Montréalais!»

L'objectif premier du programme électoral du Parti Montréal 2000 est simple en théorie: sortir Montréal de la pauvreté et engager la ville sur la voie de la prospérité économique via la création d'emplois. Les solutions sont à tout le moins originales: verser l'argent des amendes imposées aux squeegees, aux prostituées et aux détenteurs de petites quantités de drogues douces non pas dans les coffres de la ville, mais dans les organismes d'intervention de la rue, dans la lutte au SIDA et dans la sensibilisation à tous ces problèmes. De plus, le clan Bédard veut instaurer un tarif unique et économique pour les étudiants à temps plein qui utilisent la passe mensuelle de la STCUM, quel que soit leur âge. Il est aussi question de mettre en place une régie du loyer commerciale pour limiter les abus des propriétaires de grandes et de petites surfaces.

Le talon d'Achille de ce parti, aux yeux de l'électorat, pourrait bien être la moyenne d'âge de ses candidats: 28 ans. En majorité des universitaires et des cégépiens. «Il ne faut pas avoir peur de nos jeunes! Leur volonté de fer (faire) apportera un nouveau souffle à Montréal. Les gens plus âgés doivent passer le relais. Les parcomètres à la mairie, c'est assez!» lance Bédard à la façon de Danton.

Le Parti Montréal 2000 tire son nom de ses aspirations: «Notre but est certes d'accéder à la mairie de Montréal, mais ce sera difficile cette année! Par contre, l'objectif majeur du parti est d'être assez solide et de gérer la ville à partir de 2002. Si nous réussissons à obtenir 10% des suffrages, cette année, nous aurons alors le respect des médias et des budgets qui nous aideront à fortifier le Parti Montréal 2000.»

Bédard affirme que les idées véhiculées par sa bande peuvent paraître intéressantes aux jeunes Montréalais désillusionnés par «les hommes d'affaires pourris aux pots de vins». Mais il y a loin de la coupe aux lèvres; ce n'est pas avec quelques apparitions publiques ici et là et 2500 panneaux publicitaires (de quatre à huit fois moins que les autres aspirants) que Michel Bédard réussira à livrer son message: «Nous ne refuserons aucune occasion de croiser le fer», peut-on lire dans un document du parti.

Mais il ne reste qu'une semaine avant l'élection du premier novembre; c'est peu de temps pour atteindre l'objectif très ambitieux de 10% du vote. Pour 2002 par contre, Michel Bédard affirme détenir une carte cachée: un candidat vedette pour la mairie. «Je ne suis pas accroché au pouvoir, dit-il. Si je sais que quelqu'un est mieux placé que moi pour faire avancer mes idées et celles de mon parti, je lui laisse ma place avec bonheur, respect et fidélité.»

Au sortir du café, un vagabond vient serrer la main de Michel Bédard. L'instant d'après, Bédard se tourne vers moi et me dit: «Cet homme-là, c'est un génie. On ne peut pas laisser du monde comme ça pourrir dans la rue.»

Novembre approche, il risque de faire froid.

Justin Laramée
Conservatoire Lasalle

Têtes d'affiche

La Relance, au service des familles

Un don à Centraide permet de soutenir l'action bénévole de 250 organismes communautaires dans la région de Montréal. Au cours des dimanches qui viennent,* La Presse *vous donne rendez-vous pour découvrir quelques-uns des organismes que Centraide finance, mais aussi pour rencontrer leurs bénévoles et connaître les impacts de leurs actions.

Denis Lavoie

PHOTO ROBERT NADON, *La Presse*

Éducatrices et parents, professionnels et bénévoles ont un intérêt commun : l'enfant. Lentz, Audrey, Guy, Jessy et Urooj, de la garderie Fleur de macadam, bénéficient de l'attention de parents bénévoles (Guylaine Soucy, Nathalie Blanchette et Samantha Beaulieu), de la coordonnatrice de La Relance, Danielle Lacombe, de deux stagiaires dont une venue de France, et bien sûr de l'éducatrice de la garderie, Mimi Chicoine.

La criminalité, notamment la drogue et la prostitution, règne en maître dans le Centre-Sud où elle fait plus de mal que la pauvreté. Cette pauvreté, raison d'être des interventions de Centraide, est également à la base de la mission de La Relance, au service des enfants et des familles du secteur est du Centre-Sud.

Si cet organisme a vu le jour dans ce quartier autrefois connu comme le Faubourg à m'lasse, c'est que les soeurs de la congrégation de Notre-Dame y ont une maison. Ce sont elles qui ont créé La Relance, qu'elles soutiennent toujours financièrement (quelque 200 000 $ par an) et logent dans leur maison, rue Sainte-Catherine Est.

C'est pour suivre l'exemple de leur fondatrice Marguerite Bourgeoys, et aller vers les pauvres du quartier, que les religieuses ont créé cet organisme, dans le but d'aider les jeunes défavorisés à mieux réussir à l'école, par une intervention familiale.

Aujourd'hui, La Relance compte sur plusieurs autres sources de financement, dont Centraide (71 000 $) depuis quatre ans, la régie régionale de la santé et des services sociaux, ainsi que des subventions, des programmes d'emploi et... de précieuses actions bénévoles, comme celle d'employés d'IBM qui effectuent des corvées de peinture et ont installé une aire de jeu.

L'ambiance des lieux, colorés, bien aérés et d'une propreté impeccable, tranche avec la vétusté du district Sainte-Marie (principal secteur desservi), qui a mal vieilli. Parmi les dons qui ont permis de meubler La Relance, il y a encore la bibliothèque, dont les livres ont été offerts par la librairie Chapters.

La solidarité et l'entraide, dont les équipements comme ceux de la salle de psycho-motricité sont mis à la disposition des garderies du quartier et autres organismes (tel le service de répit offert par un HLM) qui ne pourraient se payer de tels services. Une halte-garderie a également été créée, par la collaboration de quatre organismes du quartier.

Fondée il y a 30 ans par deux religieuses pour offrir des services d'aide aux familles, La Relance poursuit cette mission par d'autres moyens.

Aujourd'hui, raconte son directeur Yvan Guimont, c'est par le biais de présentations théâtrales, de fêtes de ruelles, d'activités sociales et récréatives qu'on intéresse les familles aux services de La Relance.

Ce nom de « Relance » a une double signification : « relancer la famille » en allant la visiter et lui offrir un nouveau départ, explique le directeur de l'organisme communautaire. On attache donc une grande importance aux parents car « on ne pense plus comme il y a 20 ans, à savoir que les parents sont responsables de l'échec des enfants. Aujourd'hui, on les associe à leur réussite », d'expliquer M. Guimont.

« Ici les parents se sentent épaulés », dira Madeleine, une mère qui ajoute que « pour l'enfant, c'est important de voir le parent impliqué à La Relance ».

La pauvreté a entraîné d'autres interventions auprès des enfants, *La Relance* ayant mis sur pied depuis un service alimentaire pour les dîners dans trois écoles élémentaires où l'on fait du même coup de l'animation.

BÂTIR UN RÉSEAU D'ENTRAIDE
Centraide

Pour aider les enfants à réussir leur vie, il ne faut pas miser que sur la réussite scolaire. « On essaie donc d'améliorer la qualité de vie du quartier pour que les enfants ne trébuchent pas sur des seringues », ajoute le directeur de La Relance.

Des résidants du quartier, entraînés par leur engagement à La Relance, ont déjà tenté de susciter un regroupement de citoyens pour lutter contre la drogue et la prostitution. Ils se sont heurtés à tout un réseau de contraintes.

PRIX DU BÉNÉVOLAT DOLLARD MORIN

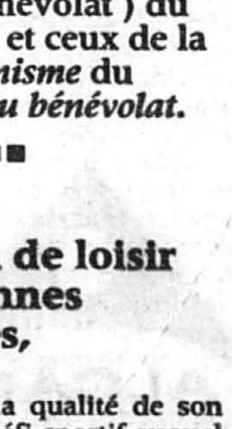
***La Presse* présente les personnes, organismes, entreprises et municipalités qui ont contribué au succès de l'action bénévole en loisir et sport, et qui sont en lice pour le Prix du bénévolat Dollard-Morin (qui fut à *La Presse* un promoteur du loisir et du sport). Cette semaine, nous présentons les finalistes des catégories *distinction* (plus de 5 ans de bénévolat) du volet *bénévole*, et ceux de la catégorie *organisme* du volet *soutien au bénévolat*.**

■■■

Association de loisir pour personnes handicapées, Montréal

■ Réputée pour la qualité de son organisation du Défi sportif auquel participent 1400 athlètes de 18 pays, l'Association régionale pour le loisir des personnes handicapées de l'île de Montréal, en plus de promouvoir l'accès aux activités sportives, se préoccupe des conditions de vie des quelque 130 000 personnes qui bénéficient de loisirs adaptés. L'association, qui regroupe 103 organismes, favorise, par des horaires flexibles, l'action bénévole de ses employés et souligne par des plaques honorifiques, le travail de ses propres bénévoles.

■■■



Renée Gilbert

■ Enseignante en arts à l'école secondaire de Thedford Mines, Renée Gilbert a su communiquer hors de l'école sa passion des arts, entraînant dans son sillage artistes amateurs et amateurs d'art. Depuis 1995, elle est responsable du succès du Festival de la relève de Thedford Mines et s'est de plus illustrée dans la création de marionnettes géantes qui ont fait l'objet d'une exposition au Musée de la civilisation à Québec. Exerçant son leadership, elle a réuni quelques centaines d'artistes pour créer une oeuvre collective qui lui a value cette année le prix Image Art, cette oeuvre devant par ailleurs être présentée en tournée prochainement.

■■■

Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, LaSalle

■ Afin de donner le goût de la lecture aux écoliers éprouvant des difficultés en la matière, le service de l'éducation des adultes de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, autrefois connu comme la CS Sault Saint-Louis, a eu la brillante idée de recourir à des bénévoles pour faire la lecture dans des familles. La centaine de bénévoles qui font ainsi partager leur plaisir de lire, peuvent compter sur le soutien professionnel et attentionné de la commission scolaire qui ne manque pas d'occasions pour souligner de façon tangible l'apport de ce bénévolat pour la réussite scolaire.

■■■

Regroupement des officiels et bénévoles en athlétisme, Sherbrooke

■ En matière de compétitions d'athlétisme, Sherbrooke fait très bonne figure, grâce au Regroupement des officiels et bénévoles en athlétisme de l'Université de Sherbrooke, qui a créé des outils didactiques et pédagogiques utilisés partout au Québec. L'université appuie l'action bénévole de cet organisme en lui prêtant des équipements et en participant aux coûts de tenue de compétitions. Le regroupement fait de Sherbrooke un lieu privilégié pour la tenue de compétitions d'athlétisme.

■■■

Henriette Dionne

■ Lauréate de prix soulignant son engagement bénévole, Henriette Dionne se consacre depuis 24 ans au développement du patinage artistique dans la région de Québec. Longtemps présidente du Club de patinage artistique Duberger-Les Saules, elle a donné un essor considérable à ce club. Son engagement pour la cause du patin artistique l'a mené au dossier pour la candidature olympique de Québec 2002.

PHOTO *La Presse*

Bourses de recherche

La fondation Armand-Frappier a procédé récemment à la remise de plusieurs bourses de recherche, dont la bourse *La Presse*, remise ici par Claudette Tougas (au centre) éditorialistes en chef adjointe, à Marie-Claude Gariépy, étudiante en microbiologie (biotechnologie). Elles sont entourées, dans l'ordre habituel, du professeur Claude Dupont, de Pierre Lapointe, directeur général de l'institut, et Clément Joly, président de la fondation.

Omnium Mira : 93 000 $

Le tournoi de golf organisé pour la deuxième année par la Banque Royale et la compagnie Uni Foods, au profit de la fondation Mira (chiens-guides pour aveugles) a permis de recueillir 93 000 $. Dans l'ordre habituel : Denis Rochette, président de la fondation ; Steven Mintz président d'Uni Foods ; Rafik Ackad, de la Banque Royale ; et Roberto Pietrovito, vice-président d'Uni Foods.

La personnalité de la semaine

La Presse

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF

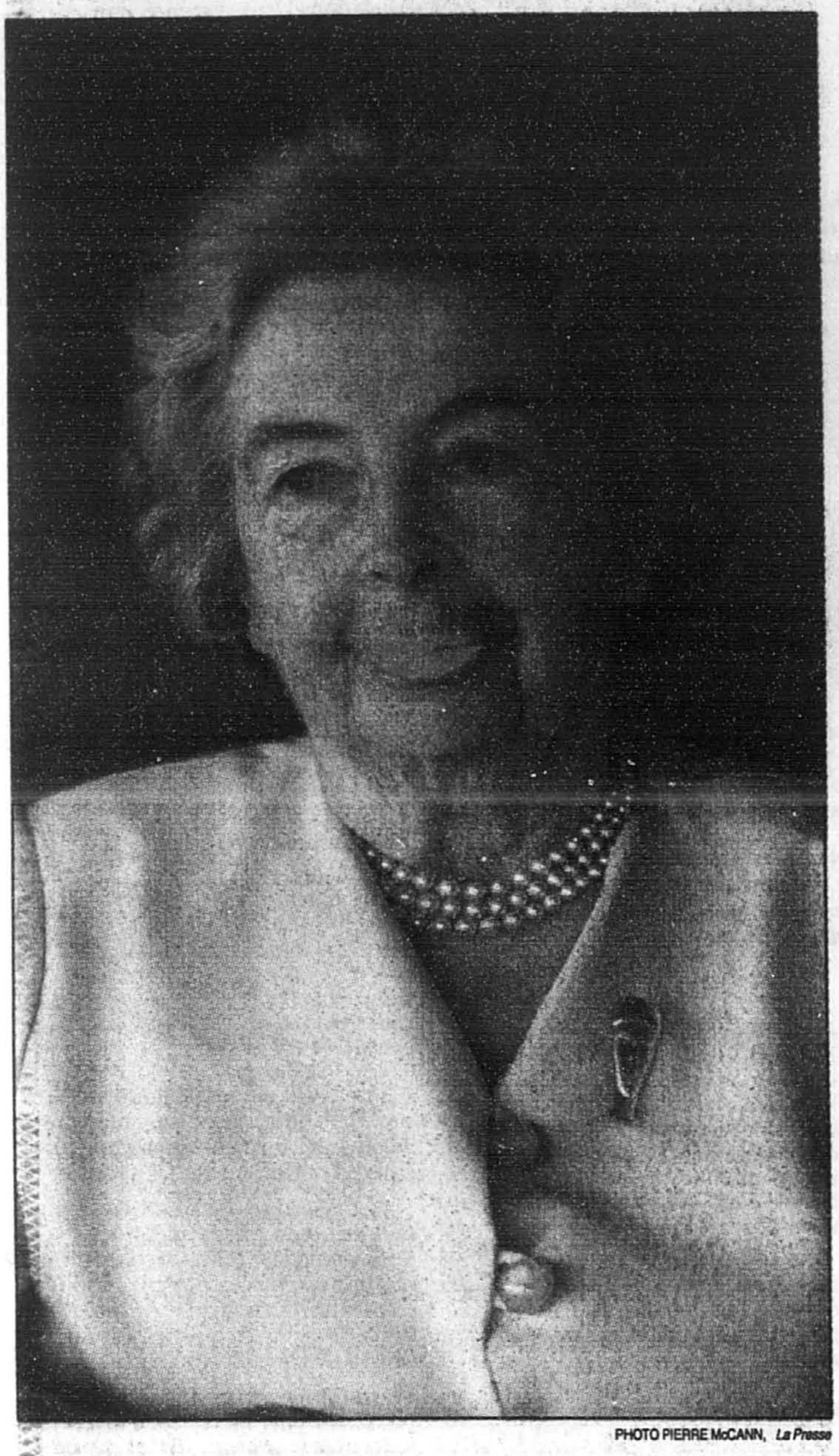


PHOTO PIERRE McCANN, *La Presse*

« Moi, j'étais une femme ! Pas question de mettre mon nom ! Il ne fallait même pas dire qu'on avait de l'instruction, il paraît que ça faisait fuir les hommes ! »

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 25 octobre 1998

Jacqueline Sicotte Béïque

JEAN-PAUL SOULIÉ

Il fut un temps où les femmes n'étaient pas considérées au Canada comme des « personnes », et Madame Jacqueline Sicotte Béïque s'en souvient très bien. Elle a milité activement dans les années trente pour obtenir le droit de vote des femmes et leur reconnaissance comme citoyennes à part entière.

Aujourd'hui, elle a encore dans la voix un reste de sa révolte d'autrefois. « Je ne sais pas si nous étions des lapins ou des canards, mais nous n'étions pas des personnes ! » Cette bataille, elle l'a menée avec la Ligue de la jeunesse féminine, dont elle a été la présidente pendant deux ans, puis dans la Ligue des droits de la femme, avec Thérèse Casgrain. En 1940, victoire, les femmes obtenaient enfin le droit de vote au Québec.

L'affaire « personne » fait désormais partie de l'histoire. À la suite d'une longue campagne, en 1929, le Conseil privé britannique déclarait que les Canadiennes étaient des « personnes », ce qui permettra à une Albertaine d'être la première femme à siéger au Sénat. La bataille au Québec durera onze années de plus.

Un prix du Gouverneur général commémore chaque année, depuis 1979, l'affaire « personne », et Mme Jacqueline Sicotte Béïque en a été une des cinq lauréates de 1998. Sa médaille, qui rend hommage à sa contribution à la promotion de l'égalité des femmes, lui a été remise à Rideau Hall, à Ottawa, lundi dernier, par le gouverneur général du Canada, Roméo LeBlanc. *La Presse* salue l'attribution de cette haute distinction en nommant Mme Jacqueline Sicotte Béïque **Personnalité de la semaine.**

Jacqueline Sicotte Béïque est née en 1911, à Montréal, dans une famille de six enfants. Son père, ingénieur, construisait des routes. Elle a quatre ans quand la famille déménage à Outremont, et elle se souvient d'avoir joué dans les rochers et les terrains vagues derrière la rue Davaar. En 1930, à 19 ans, elle fait partie du groupe de sept jeunes filles du Collège Marguerite-Bourgeois qui obtiennent un baccalauréat ès arts.

Pendant une dizaine d'années, Jacqueline Sicotte Béïque va militer pour la cause des femmes, mais le fait de ne pas avoir le droit de vote ne l'empêchera jamais de mener ses affaires et même parfois celles de son père. « Mon père m'emmenait souvent en visite sur ses chantiers, dans les Cantons de l'Est. Il me racontait l'histoire des Loyalistes, me montrait leurs anciennes fermes. Ils ne s'étaient pas assez multipliés, n'avaient pas beaucoup d'enfants, et ce sont des Canadiens français qui ont fini par prendre leur place. »

Jacqueline Sicotte Béïque ne se contentera pas de militer. « J'ai fait toutes sortes de choses, dit-elle. Mon père, quand il a été malade ou quand il partait en Floride, me laissait administrer la compagnie. Je me souviens qu'un jour d'automne, j'étais avec Madame Casgrain sur la route de Québec, et il a commencé à neiger. J'étais très inquiète et Mme Casgrain m'a demandé pourquoi ? Mais parce que les ouvriers n'auraient pas le temps de terminer le tronçon de route en chantier ! En ce temps-là, tout se faisait à la main, ou presque, et quand l'hiver arrivait, les chantiers fermaient. Mme Casgrain avait bien ri de mes préoccupations. »

De ses années de travail à l'administration d'une entreprise de construction, Jacqueline Sicotte Béïque se souvient du comptable de la compagnie, M. Villeneuve, un petit homme timide à qui elle devait remonter le moral chaque fois qu'il avait quelqu'un à rencontrer. Et aussi des gens qui avaient voulu lui arracher de l'argent. « J'avais refusé tout net et peu de temps après, ils ont été arrêtés ! C'était du chantage ! » Aujourd'hui encore, elle lève les bras en signe de victoire en évoquant cet épisode mémorable !

Pourtant la compagnie de son père s'appelait Armand Sicotte et Fils. « Moi, j'étais une femme ! Pas question de mettre mon nom ! Il ne fallait même pas dire qu'on avait de l'instruction, il paraît que ça faisait fuir les hommes ! » Là encore Jacqueline Sicotte Béïque passera outre les moeurs de son époque.

À vingt neuf ans, elle épouse Jacques Béïque, avocat et juge municipal à LaSalle. Le couple aura cinq enfants, deux garçons et trois filles. Plus question de militantisme, Madame Béïque va élever sa famille, au bord du Saint-Laurent. Les Béïque ont construit leurs maisons sur les trois fermes que le sénateur Frédéric Liguori Béïque avait acheté à LaSalle, pensant que le pont Mercier allait être construit là. Erreur stratégique, peut-être, mais quel bonheur pour les descendants !

Elle a milité activement dans les années trente pour obtenir le droit de vote des femmes et leur reconnaissance comme citoyennes à part entière

Un livre publié à la fin des années 30 raconte la vie de la grand-mère de la famille. Mme Sicotte Béïque le garde précieusement, avec les merveilleux souvenirs de ses années-là, quand ses enfants allaient manger les pommes dans les vergers abandonnés et plus loin encore, ceux de ses frères qui se faisaient pourchasser sur les chantiers de construction par des policiers trop ventrus pour les rattraper. « Ce sont des garçons charmants, mais ils étaient tellement espiègles ! »

Mme Sicotte Béïque a une petite-fille, une arrière-petite-fille. Installée dans l'île des Soeurs, dans un appartement qu'avait choisi son fils Jacques, l'architecte, elle ne se lasse pas de regarder le Saint-Laurent, qui a été son paysage depuis son mariage. « Regardez ces couleurs, comme le fleuve est beau ! » Les batailles sont du passé. C'est le temps des honneurs. « Aujourd'hui, ça marche, affirme Mme Béïque avec un sourire. Peut-être pas mieux, mais ça marche ! »

loto-québec

Hydro Québec

Encore plus que du talent,
de l'intelligence, même du génie,
l'excellence naît de l'effort.

BANQUE NATIONALE
il faut penser autrement

ALCAN